

Maresia DALUA

Contre la politique

Pas un seul cheveu blanc
n'a poussé sur nos rêves



Séléné

2016

*Si tu veux qu'une chose dure,
Construis-la en partant du cœur.*

Le capitalisme est un désert. Encombré d'une immense accumulation de marchandises, sans doute, mais un désert quand même. Un désert en carton-pâte. Sans dunes, dépouillé de ses plantes et de ses animaux, vidangé de son sable et dont on a vendu toute la féerie, ôté toute vie. Un désert existentiel dans lequel l'achat et la vente de la force de travail définissent l'essentiel des perspectives de l'humanité. On n'y vit donc pas grand-chose quand on est un sans grade, pris au piège de la normalité... La précarité. Une vie en viager. La peur du lendemain. Des relations vides et superficielles, construites sur l'obligation professionnelle de se méfier du concurrent. Des sourires tordus par l'habitude de faire semblant. À part ça, rien. L'humiliation du réveil matin. Et puis quelques achats compulsifs dictés par les maîtres du marché tout au long d'un absurde parcours vers une hypothétique pension. Rien. Juste une succession de crises, puis de guerres, puis de reconstructions... Un lieu de conflit sans âme.

Le capitalisme est ce désert où l'air des riches est irrespirable et le silence des pauvres, infernal. Pour y survivre, il faut croire aux mirages et ramper. Ou alors planter fermement ses deux pieds dans le sol, redresser la tête et le tronc, et telle une horde de cactus têtus, allonger tous ensemble nos bras vers le ciel, pour crever les nuages et faire éclater l'orage.

Quand on vit dans le désert depuis trop longtemps, on n'attend qu'une seule chose. La pluie.

Dans le désert, **la pluie, c'est la révolution.** En un clin d'œil, tout se transforme. L'aridité des rapports sociaux recule brusquement sous des torrents rafraîchissants de passion et d'humanité. La pluie trace de nouveaux sillons sur le vieux disque rayé des illusions. La chape de plomb du silence se brise sous les assauts d'une formidable énergie toute fraîche. Nos vies se gorgent d'une eau qui nous métamorphose en autant d'arbustes têtus, bientôt arbres à palabre, et dont les branches devenues des doigts, indiquent résolument l'assaut au ciel. Les cactus eux-mêmes, et leurs grands bras épineux, semblent maintenant nager sur la ligne d'horizon. Tout à coup, l'idéologie se noie. *Il pleut du réel.* Et dans l'air, il y a comme une sensation de légèreté qui confère enfin du poids à l'existence, une densité qui donne des ailes. Cette pluie enfin là, éclipe le désert marchand et ses pitoyables mirages. La révolution, c'est l'exploité qui respire et ferme enfin la gueule aux bourgeois. C'est le prolétariat qui se bat pour ne plus jamais être prolétariat. C'est plus fort que le printemps. Un peu partout, apparaissent des points d'eau autour desquels on se regroupe. Des oasis. Mais pas comme on l'entend habituellement. Pas

de faux paradis repliés sur eux-mêmes ni de forteresses romantiques. Non, plutôt des points d'appui, des communautés de lutte, des espaces de fête et d'action où propager l'eau. Des lieux chaotiques où la pluie et ses amoureux se concentrent et s'organisent pour généraliser la révolution, envisager la communauté enfin humaine et transformer inexorablement toute la planète en une immensité toujours plus fertile et vivante...

Et puis un jour, la pluie s'arrête de tomber

Les associations révolutionnaires comme autant de points d'eau en pleine expansion... Mais pour poursuivre la métaphore, que se passe-t-il *si la pluie s'arrête de tomber*? Comment demeurer révolutionnaire quand le soufflé des révoltes retombe? Comment demeurer *révolutionnaire sans révolution*? Quelles distorsions cela peut-il provoquer?

Aucune défaite sociale, aucune récupération politique, aucune victoire policière ou militaire sur des insurgés, n'empêchera jamais ceux qui subissent l'oppression de continuer à vouloir s'associer pour exprimer leur refus de ce monde. Mais ne pas prendre en compte les nouvelles conditions dans lesquelles ces associations peuvent s'exprimer – *lorsque la pluie s'arrête*, précisément, et que la paix sociale s'impose – c'est prendre le risque de transformer gravement la nature même de ces organisations. *Et de passer d'un élan pour organiser nos révoltes à la mise en place d'un racket politique.*

La voie naturelle de toute rébellion passe par la mise en commun de nos forces. La résistance à l'oppression engendre spontanément une structuration des combats, une *organisation* qui, dans sa critique pratique d'une existence humaine réduite à un rapport marchand, indique le chemin pour une reconstitution de la fraternité humaine, pour un rétablissement de la communauté brisée. Mais l'aveuglement face à la façon dont les circonstances sociales évoluent, l'indifférence face à un renversement du rapport de forces entre exploités et exploités, et surtout la non prise en considération des conséquences que la paix sociale provoque au sein des regroupements révolutionnaires, peuvent mener ces mêmes organisations à plonger dans une activité toute entière orientée vers la préservation réactionnaire de leur structure. Une défense barricadée où les termes *avancée, rupture, négation, remise en question* ont perdu leur place. Cette tragique obstination conduit insensiblement des ennemis déclarés de l'État à défendre une structure – *leur organisation, leur programme* – comme on défend une nation. À ce stade, leurs membres finissent par reproduire toutes les caractéristiques propres au capitalisme : concurrence, loi du plus fort, égoïsme, suivisme... et finalement, à basculer du côté des forces de conservation.

Toute la question est là. Après une trépidante saison de batailles contre le monde de l'argent, alors que l'initiative collective a tissé les fils d'une com-

munauté possible, comment éviter que le retour de « la politique » ne dévore nos cœurs et nos têtes ?

C'est la situation à laquelle nous avons été confrontés. Alors que, au début des années 1980, les luttes sociales s'éteignaient les unes après les autres, nous avons continué à nous battre et à nous organiser. Mais quelques années plus tard, absolument indifférents aux conséquences qu'engendrait la paix sociale sur nos organisations (découragement militant, affaiblissement numérique, rétrécissement géographique et social, perte de spontanéité...), notre histoire basculait dans l'aliénation militante et le sectarisme le plus absolu.

Aujourd'hui, nous ressentons le besoin brûlant de soumettre cette expérience à la critique de tous ceux qui agissent dans une perspective d'abolition de la calamité capitaliste.

Femmes et hommes, originaires de différents pays, parlant différentes langues et ayant vécu des combats très différents, les auteurs de ce texte se sont réunis bien après avoir rompu avec les organisations dans lesquelles ils s'étaient rencontrés. Plutôt que de céder au pessimisme, nous avons voulu voir ces ruptures, aussi douloureuses soient-elles, comme un moment d'exception. Une épreuve de l'existence à ne surtout pas mépriser si nous voulions qu'elle soit libératrice. Un événement à choyer.

Nous avons donc discuté et réfléchi ensemble sur toutes ces années *d'organisation*. Sans doute pour souligner ce que nous avons initialement vécu de renforçant et de franchement jouissif dans l'affrontement collectif à la norme et à la discipline. Mais surtout parce que nous voulons comprendre la dynamique qui nous a peu à peu rendus complètement *étrangers à nous-mêmes et à notre humanité*. Ecrasés par une paix sociale qui, tout au long des décennies 1980 et 1990, se fait toujours plus envahissante et accablante, notre trajectoire est l'histoire d'une perte de relation au monde et aux autres. Notre militance s'est progressivement transformée en sacerdoce et nous sommes devenus les acteurs idiots d'un enfermement sectaire. En tant que *victimes*, sans doute, puisque nous avons tous subi menaces et insultes lorsque nous avons rompu, mais aussi – et c'est beaucoup plus troublant – en tant que *bourreaux*. Car avant d'en être les victimes, nous avons nous-mêmes activement collaboré à la reproduction délirante de ce qui était devenu une petite église brutale et prétentieuse.

Nous avons cherché à comprendre ce qui a fait naître ce délire.

Dans ce texte, aucune des différentes organisations auxquelles nous avons pu être liés ne sera citée.¹ Nous faisons le pari que quiconque ayant un jour

1. Pour la lisibilité du récit, nous nous exprimons parfois comme si celui-ci résultait d'une expérience unique et linéaire. Or, c'est tout le contraire. Comme nous venons de le mentionner, les éléments qui jalonnent notre histoire proviennent de différentes expériences militantes vécues dans différentes associations, des éléments qui ont été regroupés ici en un seul récit, et dont l'analyse commune permet une critique qui dépasse l'inspection, l'expérience particulière, et vise à l'essentiel : la critique de la politique, en général.

pris conscience de sa condition d'exploité, quiconque ayant tenté d'opposer une réponse collective à cette situation, pourra se reconnaître dans les difficultés auxquelles nous avons été confrontés, et s'interroger lui aussi sur le sens de l'aventure révolutionnaire. Et cela quelle que soit cette aventure, qu'elle prenne la forme d'un cercle de discussion, d'un groupe informel, d'une librairie, d'une organisation communiste ou anarchiste, voire d'une tentative d'organiser des pratiques sociales visant à d'autres rapports humains dans des squats, au sein d'associations militantes, dans des troupes de théâtre ou des groupes de musique ... Nous parlerons donc de notre enthousiasme à constituer une force organisée, puis de notre désarroi face à sa fin détestable. Nous évoquerons également les intuitions et les nouveaux élans que ce parcours suscite aujourd'hui, mais notre souhait le plus profond est que nos histoires *particulières* rencontrent les questions beaucoup plus *générales* qui traversent toute tentative d'organiser la lutte contre le capitalisme.

Que nous est-il arrivé?

Pour la plupart, nous sommes produits des luttes internationales des années 1960-1970. Comme tant d'autres avant nous, lassés de vivre dans un monde basé sur la course au profit et la négation des besoins humains, nous nous étions regroupés dans l'intention de reprendre nos vies en main. Redevenir collectivement sujet de son histoire est à la base de toute démarche *associationniste*. Nous nous sommes donc associés pour combattre l'ordre capitaliste établi, en refusant bien évidemment de *faire de la politique*.

Nous voulions fonctionner comme une communauté d'hommes et de femmes refusant les institutions et les partis. S'organiser en dehors des espaces parlementaires et syndicaux. Dénoncer toute récupération. Rejeter les chefs et les assemblées, les magouilles internes, les rapports de force, le suivisme et toutes les tares propres à la politique.

Nous nous étions donc rassemblés pour critiquer la politique mais nous devons bien admettre aujourd'hui que nous avons fini par en reproduire tous les travers. Nous qui voulions libérer nos énergies révolutionnaires, sommes devenus prisonniers d'une routine. Nous avons désenchaîné nos cœurs pour finalement nous enfermer dans nos têtes. Quel a été le processus qui nous a fait passer d'une volonté d'agir collectivement contre le capitalisme à une parfaite aliénation militante? Plus largement, comment empêcher que la magie des relations de lutte, alimentée par l'ivresse d'une perspective victorieuse sur le désert capitaliste, ne se convertisse insensiblement, face à la défaite, en une nouvelle farce politicienne?

Nos désirs n'ont pas changé. Nous nous situons toujours dans une dynamique qui cherche passionnément à affirmer la société sans classe comme seule alternative au monde pathogène de l'argent. Mais nous sommes forts d'une nouvelle conviction : il n'y a pas de route possible vers la révolution sans une critique en actes de la *politique* comme fausse communauté, sans

une critique du *militantisme* aussi. La critique de l'État – une critique forcément organisée – n'a de validité que lorsqu'elle a l'audace de pointer ses armes contre ses propres symptômes de dégénérescence, au sein même de nos associations. Nous ne défions pas vraiment l'État si nous ne prolongeons pas simultanément cette bataille par la critique intransigeante des nano-États que deviennent les groupements refermés sur eux-mêmes.

Le capitalisme ne s'arrête pas aux portes des organisations par le simple fait que celles-ci prétendent le combattre. La politique, comme activité « spécialisée » de gestion de la vie, séparée et aliénante, se développe aussi dans les structures militantes et greffe ses caractéristiques – concurrence, routine, autocébration, suivisme, clientélisme, machisme, opinion publique... – sur les faiblesses propres aux relations humaines revenues dans le giron de la dictature du monde marchand.

En réfléchissant sur ce qui nous est arrivé, nous ne faisons que poursuivre la vieille bataille opposant l'associationnisme prolétarien au monde de la politique et donc aussi, dans sa phase de décomposition plus avancée, au *stalinisme*, cette manifestation particulièrement odieuse de la politique. Une bataille que nombre d'entre nous avons déjà menées dans d'autres groupes – la critique pratique et théorique du stalinisme est indissociable de la lutte pour l'abolition du travail – mais que nous ne nous attendions pas à devoir mener un jour contre notre propre association, et donc d'abord en quelque sorte... *contre nous-mêmes*.

Toute association composée d'hommes et de femmes ayant pris conscience de leur condition d'exploité et s'organisant pour tenter de l'abolir, toute organisation subversive donc, affronte deux énormes écueils. L'un consiste à ne pas se laisser démolir par la pression que le capital et l'État exercent « de l'extérieur » contre chaque tentative de briser son monopole idéologique et répressif, une pression encore renforcée par la reproduction de l'idéologie dominante au sein même d'une bonne partie des dominés. L'autre difficulté à laquelle s'affronter, provient « de l'intérieur » : il s'agit de se battre à tout moment pour que les formes, méthodes et contenus de l'association, évidemment non étanches à la société, ne se laissent modeler par les innombrables sollicitations de la politique : « laissons les spécialistes prendre les décisions », « élisons des dirigeants, c'est plus simple », « faisons confiance aux plus intelligents », « la majorité a raison », « la fin justifie les moyens », « la minorité a raison »... La survie d'un groupe révolutionnaire ne dépendrait-elle pas essentiellement des efforts qu'effectuent ses membres pour ne pas reconstituer un monde où les décisions qui orientent la vie sont prises dans une sphère séparée, reproduisant les divisions propres aux sociétés marchandes, les divisions entre « gestionnaires » et « gérés », entre « spécialistes » et « non spécialistes », entre « chefs » et « masses » ?

Reste à clarifier une question déterminante pour le récit que nous nous préparons à faire : la décomposition d'une association est-elle la conséquence

de dérives et erreurs individuelles ou l'incontournable produit d'une époque?

Pour comprendre une dérive sectaire, il ne faut pas donner trop d'importance aux individus. Les décisions prises par l'un ou l'autre élément plus central, plus *moteur* participent à cette décomposition, c'est évident. Tout comme le silence des autres membres. Mais la transformation d'une association combattive et vivante en une secte politique est d'abord et avant tout – lorsque l'époque est à la capitulation des exploités devant leurs maîtres – le résultat de l'accablante paix sociale qui se répand et infecte lentement toute organisation.

Dans notre cas, les terribles mâchoires d'une ambiance sociale où domine de plus en plus l'arrogance capitaliste – à partir de la fin des années '80, tout au long des années '90 et les suivantes – a produit découragements, départs, routines, obéissance... Les postures de tel petit procureur, les lâchetés de tel petit chef à l'égard d'autres militants, ne viennent qu'après. Elles ne sont que les conséquences d'une réalité intimement liée à la situation sociale: moins de membres, moins d'enthousiasme à lutter, plus de concurrence, moins de spontanéité, plus de sentiment d'impuissance, plus d'obéissance... Bref, c'est la brutalité d'une paix sociale empêchant toute remise en question de la situation des exploités et étouffant toute parole subversive qui engendre des «petits chefs» dont le rôle est de justifier par tous les moyens l'écrasement de cette parole. La politique fait alors son grand retour.

Et précisément, pour mieux saisir ce qui distingue une communauté en lutte d'une organisation *politique*, pour différencier fondamentalement *communisme* et *politique*, il est utile d'avoir en tête les circonstances historiques dans lesquelles apparaît *la politique*. Car à l'instar de l'argent ou du travail, la politique n'a pas toujours existé. Son apparition correspond à la transformation d'une société communautaire en société basée sur l'existence de classes sociales. La politique est la dépossession d'une partie de la communauté de toute possibilité d'agir et décider directement. La politique confisque la parole des dominés en la redirigeant, au profit des dominants, vers des lieux de décisions appartenant aux seuls élus du système. Elle se développe pour justifier le travail, l'exploitation, et reproduire le rapport social que constitue le Capital.

La politique comme sphère séparée de la vie

L'apparition de l'échange entre les hommes, puis de l'argent et, beaucoup plus récemment, du capital, a eu pour effet au cours des millénaires, de briser l'harmonie qui régnait au sein des communautés premières, engendrant toutes sortes de séparations et de divisions: division du travail, découpages hiérarchiques, séparation du manuel et de l'intellectuel, délimitations physiques de la propriété, apparition de l'État, création de frontières, etc. Alors que les

communautés dites *primitives*² répondaient comme un tout au besoin de s'alimenter, de jouer et d'aimer, le développement des échanges marchands (et la nécessité que cela impliquait de calculer, mesurer, délimiter, peser, puis comptabiliser, administrer...) a entraîné l'apparition de sphères séparées les unes des autres. L'économie, l'art, la famille, l'histoire, l'éducation, la créativité, la cuisine, l'écriture... tout est devenu affaire de spécialistes, d'experts. L'unité a été brisée.

Et l'organisation de la vie elle-même est devenue une sphère particulière – la politique – dans laquelle des techniciens décident désormais de nos existences. À la communauté brisée par l'échange et puis l'argent, à une société désormais divisée en classes sociales, correspond l'apparition d'une sphère spécialisée dans la gestion des inévitables conflits que génèrent ces divisions : l'État. La politique, activité de l'État, relie le séparé en tant que séparé, toujours dans l'intérêt de la classe dominante. Ce que la communauté décidait directement par et pour elle-même, passe maintenant par une médiation : la politique.

Il est très difficile de faire admettre aujourd'hui que le capitalisme (et plus largement les sociétés de classe) se situe sur un arc historique où la communauté humaine le précède, lui succède et le surplombe. Non seulement parce que l'idéologie dominante bourgeoise commande, mais aussi parce que, comme vécu organique, la communauté a été brisée et est aujourd'hui « invisible ». Il en reste quelques vestiges archéologiques, voire même quelques traces dans certaines sociétés tribales, mais la plupart du temps mal commentées par les anthropologues qui les ont approchées, (encore des spécialistes!). Finalement, les seuls éléments déterminants qui subsistent aujourd'hui pour illustrer le besoin naturel d'une communauté sans État ni propriété, sans toutes ces séparations inhumaines, sont « immatériels » : ce sont paradoxalement les terribles cicatrices que la chasse à l'argent et l'exploitation laissent chaque jour sur la peau d'une humanité déchirée par le commerce et ses guerres.

Tout comme les morceaux de vaisselle éparpillés par terre constituent le seul moyen de nous rappeler la ravissante assiette qui existait avant qu'elle ne s'éclate au sol, les hommes qui aujourd'hui souffrent le travail, la faim et la solitude, composent les débris d'(in)humanité qui témoignent que nous venons de la communauté, que nous manquons de son humanité et que nous avançons vers elle. Ces brisures, ces sévices, cette absence de rapports

2. Il faudrait peut-être dire de ces anciens groupes humains, qu'ils constituaient des communautés « premières » et non « primitives » tant la charge anthropologique dominante a investi le terme « primitif » d'une connotation péjorative, synonyme d'« arriéré », « sauvage », « brutal ». Les qualités de ces premières communautés qui réussissaient l'exploit – du point de vue actuel! – de vivre sans classes sociales, sans État, sans échange marchand sont assimilées de façon vulgaire à un « retard » de développement : puisque – selon l'imagerie grossière de la pensée dominante – ils habitaient des grottes inhospitalières et nous des maisons confortables, leurs rapports humains sont ramenés à cette même inhospitalité.

basés sur l'humain, cette omniprésence malsaine de la marchandise et de son spectacle segmentant l'humanité en groupes concurrents, sont les éléments qui bizarrement nous démontrent, sous forme de son impérieuse nécessité, l'existence d'une communauté humaine.

D'autant plus que ces vies exploitées, fracassées par un travail aliénant, blessées par la concurrence, sont matières à résistance. Elles génèrent l'absentéisme, le sabotage, le refus du travail, la révolte contre la hiérarchie ... autant de fragments de résistance qui, en s'unissant pour refuser la négation de notre humanité, désignent les germes de ce que devrait être une existence humaine, un être collectif. En s'unissant pour se battre contre leurs maîtres, les dominés sortent de la concurrence dans laquelle le marché capitaliste les a immergés et font apparaître, sous forme d'une solidarité spontanée entre eux, les contours d'une possible conscience humaine commune. La *solidarité* qui résulte des combats collectifs contre l'oppression est bien plus qu'une réponse nécessaire à la *concurrence*, c'est la manifestation précise, vivante, tangible d'une *communauté possible*.

Quant à aujourd'hui, pas besoin de traces archéologiques ou autres pour constater que ce que la communauté réglait elle-même, comme un tout, il y a quelques milliers d'années, est désormais décidé par quelques bouffons politiques, soumis au capital et à l'État.

La politique gère l'impuissance à agir contre le capital, l'impossibilité de contredire la logique économique. Avec le développement du capitalisme, les *politiciens* sont devenus les parfaits petits caniches de l'économie ; ils passent leur temps à justifier les exigences de cette dernière face aux désirs humains. Plutôt que de les qualifier d'*hommes politiques*, il serait bien plus pertinent d'appeler *hommes économiques*, ces domestiques idéologiques du capital. Si l'économie est un monde où l'argent doit devenir plus d'argent, la politique est l'explication à l'être humain – et aux exploités en particuliers – des raisons pour lesquelles il doit s'y soumettre. L'humoriste français Coluche a parfaitement démasqué, dans un de ses sketches, la fonction de *l'homme politique*, son positionnement pratique face à ceux qu'il prétend représenter : « Dites-nous ce que vous désirez, nous vous expliquerons comment vous en passer. »

Face à la dictature de l'économie, la fonction des politiciens est de rassurer. Leur rôle se résume à faire de leur impuissance un désolant spectacle dans lequel ils masquent leur inutilité. Qu'ils soient de gauche ou de droite, au centre comme aux extrêmes, ils se succèdent à la tribune et, dans un grotesque ballet d'essuie-glace, agitent les bras au ciel en jurant qu'une fois au gouvernement, leur priorité « est et restera l'emploi et l'avenir de la planète ».

Mais *la politique* est bien plus que les politiciens. Fondamentalement, *elle est le capital*. Elle est l'action menée pour préserver à tout prix l'existence de ce rapport social où les hommes entrent en relation entre eux par l'intermédiaire de l'exploitation. *La politique est le capital* et agit dans tous les domaines de

la vie pour que tout reste confiné entre ses mâchoires.

La politique est un ennemi bourgeois. Ses partis, ses grandes centrales syndicales, ses groupes de pressions, ses ONG, ses organisations et actions citoyennes témoignent et garantissent un monde où l'humanité est entièrement séparée des décisions qui orientent son épanouissement et ses besoins. Qu'il s'agisse de grands partis transnationaux ou de microscopiques organisations gauchistes, les lieux de la politique dépossèdent les individus de toute possibilité d'agir directement pour combattre leur situation. En s'engageant dans un parti ou une organisation politique, l'individu délègue sa parole et soumet ses aspirations à des décisions qui seront prises par d'autres en d'autres lieux, dans des congrès, des universités d'été, des parlements, des conseils communaux, des commissions spéciales, des réunions de parti...

Le plus pénible est que le développement de ce mode de gestion toxique, sa généralisation à la planète entière, son peaufinage républicain et démocratique, ont fini par *naturaliser* cette situation. Du gestionnaire de l'État au tribun gauchiste, du responsable européen au « citoyen actif » dans son quartier, des gens « très intelligents » défendent désormais le *fare politica* comme le mode naturel d'agir pour changer le monde. Et ils ne trouvent pas ahurissant de participer, à des postes de responsabilité très variés, à cette gigantesque escroquerie qui consiste à prendre des décisions totalement déterminées par les diktats de l'économie en les faisant passer pour des décisions collectives.

En y regardant d'un peu plus près, il est somme toute assez normal qu'une société qui justifie quotidiennement la pire des injustices – l'exploitation universelle de l'homme par l'homme – en réussissant l'exploit de se présenter comme une société centrée sur *l'égalité des droits*, une société qui présente la torture du travail comme une activité humaine normale, une société qui parvient à obtenir l'adhésion de ses populations aux guerres qu'elle mène régulièrement tout en leur faisant croire qu'il s'agit de batailles *pour la paix*, une société qui soumet une grande partie de ses membres à l'idée que leur *vie* sera bien plus intéressante lorsqu'ils seront *morts*, il est normal donc qu'une telle société réussisse également à *naturaliser* l'idée que, pour un électeur, la possibilité de choisir son maître fasse de lui autre chose qu'un esclave.

En définitive, l'organisation politique, quelle que soit sa taille et son importance n'est rien d'autre qu'une petite cellule de l'État. Tout comme l'impérialisme – s'étendre et conquérir les marchés – est programmé dans la moindre marchandise, une organisation infectée par la politique est, en mode mineur, un État en formation. Avec toutes les conséquences que cela implique en termes de corruption, de trafic d'influence, de clientélisme, de racket militant.

Tant que les hommes acceptent de déléguer leur parole, ils restent les esclaves de la politique.

Quand des hommes refusent de demeurer esclaves, ils se regroupent *contre* la politique.

L'associationnisme – l'impulsion naturelle à regrouper nos forces – est l'ennemi de la politique, son contraire absolu. Il se bat en permanence pour ne pas reproduire ce virus en son sein. Il prône l'association contre les jeux de pouvoirs, contre les séparations. Mais la bataille n'est jamais gagnée. Car si tout groupe subversif a conscience de n'être qu'une partie d'un mouvement plus général, qu'est-ce qui en garantit la non dégénérescence ?

Chaque expérience de lutte est une réponse, *forcément partielle*, au capitalisme qui nous écrase. Le problème n'est pas, en soi, que notre expérience révolutionnaire soit *partielle*, car il faut bien partir de quelque chose, d'un endroit, d'un groupe de compagnons, d'une perspective, d'un début d'activité, d'une lutte... Le problème est que si cette expérience (et son organisation) ne parvient pas à se développer, à se transcender, à se transformer au contact d'autres révoltes, jusqu'à finalement se confondre avec la révolution *comme totalité*, la « partie » (de lutte organisée) s'isole progressivement et finit par apparaître aux yeux de ses propres militants comme le « tout » (d'une révolution qui s'accomplit). L'imposture prend alors très vite la forme d'une formule politique bien connue : *ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous*.

« Rejeter la politique » ?

Il est très déroutant de baigner en permanence dans une dimension où, du point de vue des représentations dominantes, *l'exploitation* n'existe tout simplement pas. Nous sommes exploités dans un monde qui n'exploite pas. Nous existons sans exister. La valeur que nous produisons est quotidiennement extorquée par la société qui nous exploite, mais le monde dans lequel nous évoluons a comme modèle constant la démocratie, la république, le monde du citoyen, ou encore l'ordre chrétien ou islamique... dans tous les cas, *l'absence d'exploitation*. Dans ce monde échafaudé autour des *droits* (civils ou divins), nous sommes tous *égaux*. Les *droits* existent. Mais ce qui constitue le carburant du monde, la manne du Capital, ce qui le fait croître sans cesse – l'extorsion de plus-value, l'exploitation de l'homme par l'homme – est purement et simplement nié. Dans le monde merveilleux de l'égalité de droits, il n'y a pas de place pour les rapports d'exploitation. Il est d'ailleurs facile de constater que plus on parle de *droits*, moins on parle de *capitalisme*. Le degré de puissance de la classe qui exploite l'humanité se mesure notamment à cette aptitude à nier le rapport d'exploitation. « Ce n'est pas une machination. C'est pire. C'est une machinerie³. »

Rien d'étonnant donc à ce que, lorsque ceux qui sont censés ne pas exister – les exploités – commencent à revendiquer leur existence, ils le fassent en commençant par rappeler qu'ils sont... *exploités*. Et qu'ils se battent pour

3. DAMASIO Alain, *La Zone du Dehors*, Éd. Folio SF, 2007.

ne plus l'être. Rien d'étonnant à ce qu'ils reprennent une *conscience de classe*. À ce qu'ils se définissent comme une force sociale – le prolétariat⁴ – et qu'ils désignent sous forme de classe également, leur ennemi bourgeois. Rien d'étonnant à ce qu'ils se battent pour abolir leur condition d'exploités, de prolétaires. Rien d'étonnant surtout, lorsqu'ils s'associent, à ce qu'ils rejettent immédiatement toutes les institutions, partis, syndicats, structures qui règlementent ce monde qui les nie. Rien d'étonnant donc à ce que les exploités rejettent la politique, toute la politique.

Le refus de la *politique* est l'incontournable contenu de toute tentative réelle d'organiser en force nos colères. Rejeter la politique, lorsqu'on associe nos révoltes, est un acte aussi spontané qu'une insurrection. Nous refusons soudainement de laisser les autres agir et penser à notre place. Nous sortons du cadre de leurs parlements, de leurs partis, de leurs syndicats, de toute institution dédiée à notre domination. C'est simple et social. En se regroupant *collectivement* autour d'un projet aussi *personnel* que celui consistant à se libérer de la condition sociale à laquelle on est soumis, chacun n'attend qu'une chose : reconquérir l'autonomie d'action, de pensée et de décision qui lui est confisquée dans la vie sous le capital. C'est un besoin incontrôlable et c'est précisément cela que nous mettons en commun.

Nous refusons donc, et c'est une impulsion spontanée, que nos associations soient déterminées par tout ce qui de près ou de loin ressemble au bric-à-brac étatique, à sa dictature de *coups de bâton* ou de *mains levées*, de chefs et de suivistes, de spécialistes et de moutons. Nous refusons que la politique vienne ici aussi s'installer comme une médiation nous empêchant d'agir directement sur nos vies. Nous entendons vivre au présent une autre organisation de l'existence basée sur le dépassement des limites dressées autour de nous. Sans la médiation des spécialistes de la politique. Sans *faire* de politique.

4. Nous sommes conscients de l'énorme malentendu flottant à l'heure actuelle autour du terme « prolétariat ». Associé à un ouvriérisme militant d'un autre temps, fait de misère, de charbon, de stakhanovisme, il glorifie la figure de l'exploité. Plutôt que de prôner l'abolition pure et simple des tortures que subissent les mineurs de fond ou les caissières de supermarché, cette conception religieuse du « prolétariat », mélange de machisme syndical et de culpabilisation judéo-chrétienne, voue un véritable culte à leurs souffrances et à leur travail. De son côté, la version sociologique qui s'est imposée chez les gauchistes et les universitaires n'est pas moins grossière : ici, « prolétariat » désigne tout simplement une strate sociale. Pour les uns, les ouvriers ; pour les autres, les ouvriers et les paysans ; ou pour d'autres encore, tout ça, plus les étudiants et les chômeurs. Lorsque nous parlons de « prolétariat », c'est au sens où en parlaient Bakounine, Marx ou les Situationnistes, c'est-à-dire en tant que projet social révolutionnaire, en tant que mouvement *pour abolir la condition de prolétaire*. Le prolétariat n'est pas une somme de travailleurs mais un projet social qui vise à l'abolition de toute condition d'exploité. Le prolétariat est donc... *contre* le prolétariat. Ou comme le disait un vieux barbu de nos amis : *Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est pas*.

Lorsque nous nous sommes regroupés, au début des années '80, nous n'étions ni les premiers, ni les derniers à partir de ce minimum. Nous rejetons la politique car nous ne voulions pas de médiations, et aucun autre *parti* que notre rupture avec tous les partis, *notre rupture avec le capitalisme*.

Plus facile à dire qu'à faire...

Dans nos parcours multiples, nous avons plus ou moins tous été traversés par la grâce de ces moments où le développement de nos combats semblait correspondre aux formes que nous leur donnions. Mais nous avons aussi connu la pénible circonstance où, d'oasis verdoyantes résolument tournées vers l'extérieur, nos organisations se sont insensiblement refermées sur elles-mêmes et ont fini, sous les coups de la paix sociale, par se métamorphoser en chiottes malodorantes et bouchées. Le pire étant, dans notre volonté de toujours aller de l'avant, de ne pas s'être rendus compte que nous nous étions enfermés de l'intérieur.

Nous sommes trop conscients de l'importance d'organiser la révolution pour ne pas tenter ici de tracer quelques perspectives afin que *jamais les révolutionnaires ne se transforment en brosses à cabinet*.

1. Il ne restait plus qu'à désobéir

*Quand t'es dans le désert,
Depuis trop longtemps,
Tu t'demandes à qui ça sert
Toutes les règles un peu truquées
Du jeu qu'on veut te faire jouer
Les yeux bandés.*

Jean-Patrick Capdevielle

NOMBRE D'ENTRE NOUS font partie d'une génération surprise par l'apparition de *l'eau dans le désert* et qui a vu naître d'innombrables courants révolutionnaires. Une génération qui s'est facilement convaincue de l'imminence de la révolution et qui est descendue dans la rue. Nous étions, pour les plus anciens, à la fin des années 1960, et pour les plus jeunes, au début des années 1970. Le mauvais *spectacle* gauchiste en cours à l'époque – avec ses farandoles castristes autour des portraits du Che, avec ses défilés de *soixantehuitards* en mal de réformes, ses cortèges d'intellectuels braillards, ses grands-prêtres trotskystes ou maoïstes – a eu ceci d'intéressant qu'il a permis à toute une partie du mouvement révolutionnaire d'approfondir sa rupture avec le capitalisme et de se transformer en ennemi de tout parti politique, de toute forme de stalinisme ou de nationalisme. Confrontés aux multiples tentatives en cours à l'époque pour confisquer la révolution, une partie du mouvement a fini par comprendre que l'« anti-impérialisme » n'était qu'une foutaise léniniste visant à enrégimenter les idiots dans des guerres nationales. De rupture en rupture, nous nous sommes spontanément regroupés contre les différentes casernes prochinoises ou prorusses, avec l'idée têtue que la révolution serait mondiale ou ne serait pas, et qu'elle balayerait dans son développement toute forme de bureaucratie et d'autoritarisme. Nous participions presque naturellement à cette vague de fond désobéissante et incontrôlable qui entendait submerger les sables arides de l'ordre marchand. Fidèles aux élans de l'époque, nous nous préparions à *pendre le dernier bureaucrate* – maoïste, trotskiste ou léniniste – *avec les tripes du dernier capitaliste*⁵ !

Aujourd'hui, nous restons convaincus que la révolution communiste – la réalisation d'une communauté autour de l'homme et non de l'argent – est le seul futur possible pour l'humanité. Mais à l'époque, nous ne voulions pas croire que ce qui nous arrivait n'était qu'une *saison* révolutionnaire. Nous avons tout simplement cru que « c'était la bonne » et que la pluie ne s'arrêterait pas de

5. « L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste » – Comité de l'occupation de l'Université autonome et populaire de la Sorbonne, 16 mai 1968, 19 h.

tomber. Malheureusement, ce qui n'était qu'une mousson a pris fin et le soleil a recommencé à taper dur, très dur. Les courants révolutionnaires se sont taris. Cela ne nous a pas fait peur, cela nous a fait mal. Il a fallu recommencer à chercher un travail. Il a fallu réapprendre à fermer sa gueule. À la fin des années '70, la contre-révolution frappait doucement à la porte. Bientôt, elle atomiserait le prolétariat et disperserait les révolutionnaires. Nous avons fini par nous rendre à l'évidence : les temps qui se préparaient n'allaient pas être faciles...

Sauter les frontières interdites

Nous étions maintenant au début des années '80. Face au recul flagrant du mouvement, nombre d'entre nous ont été progressivement convaincus que l'activisme – faire carrière en agissant en lieu et place d'autres – et le prosélytisme ne menaient à rien. Qu'il était bien plus important que les quelques rares noyaux d'indomptés subsistant encore à travers le monde se rassemblent pour confronter leurs expériences respectives, qu'ils tentent de fixer quelques orientations pour un futur proche et qu'ils le fassent... *par dessus les frontières.*

Cet *internationalisme* n'était pas né d'une initiative particulière, il provenait directement des situations auxquelles le mouvement avait été confronté lors de cette période post '68. Bien sûr, chaque bataille que l'État gagnait alors dans un pays avait pour effet de créer le vide autour de ceux qui continuaient localement à se battre. Mais, fruit d'une incontournable dialectique, cet isolement croissant déterminait ces militants à regrouper leurs forces par dessus les frontières. Ils n'avaient pas le choix : il s'agissait juste de sauver leur peau.

Dans la pratique, la répression et l'exil incitaient leurs victimes à rejoindre d'autres luttes dans d'autres pays et parfois à s'organiser en réseaux internationaux. Des milliers de jeunes nord-américains désertant la guerre du Vietnam sont ainsi partis se cacher un peu partout dans le monde. Toutes sortes de rebelles hongrois ou tchèques, réprimés par le stalinisme, ont fui l'Europe de l'Est. Des victimes de la succession de coups d'État en Amérique Latine se sont exilées en Europe. Des déserteurs de la guerre entre l'Iran et l'Irak se sont réfugiés en Amérique du nord... Cette circulation à travers la planète permit concrètement d'envisager la lutte sous un angle beaucoup plus global. Réfléchir aux nécessités révolutionnaires, non plus par le bout de la lorgnette du « local » mais à partir d'un autre endroit du globe, change radicalement les perspectives. Et ces perspectives « géographiques » nouvelles déterminent à leur tour des visées « révolutionnaires » plus larges. Elles permettent une critique du capitalisme s'appuyant beaucoup plus sur l'histoire *universelle* du prolétariat et des classes exploitées du passé, et beaucoup moins sur le point de vue étroit du « local », aboutissant bien trop souvent en ces années-là à la « libération nationale » et à toute cette mythologie gauchiste construite autour de l'« anti-impérialisme », mystification qui maintient l'exploité entre

les quatre murs de sa prison nationale. D'une lutte des peuples des « pays opprimés » contre les « pays impérialistes », pour utiliser le verbiage gauchiste, on passe à la lutte universelle des exploités contre les exploités. De la politique à l'associationnisme. Et du gauchisme, au communisme⁶.

Cette orientation plus franchement *internationaliste* d'une série d'initiatives de l'époque, outre l'histoire des luttes mondiales dans laquelle elle s'inscrit, est assurément fille d'une réaction à la situation de répression capitaliste menée un peu partout dans le monde à cette période.

Encore fallait-il pouvoir s'organiser sur cette base. Et en ce début des années '80, rien n'était moins évident. Nous partions du réel : chacune des luttes menées en Indonésie, au Portugal, en Argentine, aux États-Unis, au Brésil, en Iran ou en Tchécoslovaquie... faisait partie d'une même *communauté de lutte historique et universelle*, affrontant partout un même ennemi : le capitalisme. Mais comment faire pour correspondre *structurellement* à cette affirmation ? Comment faire pour que l'organisation ne soit pas une addition mécanique de structures nationales, mais bien une réalité organique immédiatement internationale. Nous avons donc cherché à nous structurer sans que jamais l'origine nationale ne soit le critère de regroupement. Une chose est d'affirmer que « le prolétariat n'a pas de patrie », une autre est de mettre pratiquement cette réalité au centre d'une activité révolutionnaire. L'heure était à l'action, mais à une autre action : il fallait sauter les frontières interdites, passer par dessus les barrières des langues, mélanger le plus possible les origines culturelles et les expériences militantes, publier dans différentes langues, voyager non plus au gré des coups de la répression mais selon les besoins internationaux de la lutte...

Pour les militants⁷ qui se regroupent avec beaucoup d'engouement sur ces nouvelles bases, il n'est plus du tout question de s'organiser à partir d'un

6. Le communisme contient dans son ADN *l'internationalisme* comme chemin vers l'abolition des classes et des frontières. Il ne s'agit pas d'une arme de lutte particulière, d'un choix à faire parmi d'autres, mais de ce que renferme dans son essence toute lutte menant au déploiement d'une humanité sans argent. Le communisme comme société n'est pas une addition de « pays » régis par le même « système » – c'est là la version lénino-stalinienne d'un socialisme « pays par pays » – mais la libre disposition d'un espace global mondial, débarrassé de la propriété privée, de l'État, de l'échange marchand, du profit... et dans lequel chaque regroupement, indépendamment de l'espace géographique particulier dans lequel il s'inscrit, manifeste l'existence d'une totalité humaine, d'une *conscience de l'espèce*, comme le fredonne Marx dans les *Manuscrits de 1844*.

7. « Militant » est un terme qui sort difficilement de nos claviers, tant les connotations – citoyennes, staliniennes, syndicales – sont lourdes. Et quand on sait que ce terme provient étymologiquement de « militaire », la pilule est encore plus difficile à avaler. Nous sommes certains que les mouvements futurs produiront, pour désigner ceux qui font de leur combat contre le Vieux monde une priorité existentielle, des termes bien moins connotés par l'histoire capitaliste et beaucoup plus directement par nos perspectives de communauté.

pays puis d'un autre pour ensuite « fédérer » le tout dans une pseudo « internationale⁸ ». Non, il faut partir du « tout », partir du « planétaire », quelque soit l'endroit d'où l'on agit. Des anarchistes, communistes et sans-parti originaires de différents continents ont ainsi mélangé leurs « cultures » révolutionnaires et se sont regroupés. Des compagnons parlant des langues différentes et issus de courants divers ont pu confronter leurs expériences de lutte respectives. Des ponts entre différentes générations de combattants ont été réalisés. Des motricités multiples se sont mêlées⁹...

Ce processus associacionniste n'a rien de particulier. Il est caractéristique de toute période au cours de laquelle l'humanité exploitée remet le désir de communauté au centre de ses perspectives, et il se reproduira nécessairement lors de la prochaine vague de luttes internationales. La profondeur d'une critique collective du capitalisme se mesure à plusieurs paramètres. Il y a bien sûr le refus du travail et de toutes les alternatives qui visent à gérer l'économie et non à la détruire (tels le mythe de *l'autogestion*). Mais il y a aussi la capacité de ses combattants à reconquérir leur autonomie face à l'État et la politique, et puis surtout leur faculté à imposer des associations, organisations, structures de combat qui ne soient en rien déterminées par l'appartenance et le point de vue local ou national.

En ce début des années '80 donc, et malgré la déception de voir notre mouvement céder inexorablement du terrain, il y avait encore un espace pour refuser la condition d'exploité et mener la guerre au tentaculaire désert capitaliste. Produites de nos expériences et des discussions – heureusement – divergentes menées à partir de nos pratiques respectives, nos enthousiasmes confluaient vers une série d'affirmations communes :

- nous avons participé (et participions) à un seul et même mouvement révolutionnaire international,
- ce mouvement était une expérience de plus sur la ligne des révoltes menées depuis la nuit des temps par les communautés d'exploités,

8. Allusion aux II^e et III^e Internationales qui furent la caricature d'un type d'organisation n'ayant rompu, ni avec la politique, ni avec l'économie, ni véritablement avec les points de vue nationaux. Leur structuration prenait d'abord appui sur des réalités nationales où chacun était « maître chez soi » pour ensuite réunifier vaguement le tout dans un « Comité Central », objet de rapports de force malsains mettant la conquête de la direction bien au-dessus de la révolution sociale, toujours renvoyée à plus tard.

9. La description de cette convergence d'expériences en train de se structurer, fait évidemment abstraction – c'est l'idée même du résumé – des innombrables écueils rencontrés. Les regroupements dont il est question ne sont pas le résultat de tracés linéaires et sans embûches qui auraient conduit d'hypothétiques « révolutionnaires-nés » à se retrouver tout naturellement, et indépendamment du pays de provenance... entre révolutionnaires. Le mélange de motricités auquel on se réfère ici, est évidemment produits d'innombrables aller-retour, de tergiversations, de mauvaises rencontres, de confusions entre mouvement et drapeau, d'idées en retard sur l'action...

- le nationalisme, même organisé derrière un « front de libération », était le contraire absolu du monde *sans patries ni frontières* pour lequel se battait le mouvement,
- le communisme (à l'opposé des amours *gauchistes* fort à la mode à l'époque pour le *socialisme* sauce cubaine, russe ou chinoise) signifie l'abolition de la valeur, de l'argent et de l'échange marchand, la fin des classes sociales, du salariat, l'avènement d'une société sans travail et sans État,
- il n'y a pas *d'étape* vers le communisme ; il n'existe pas de *période de transition socialiste* (astuce politique servant à postposer à plus tard la société sans classes) mais un mouvement révolutionnaire qui se déclenche en affirmant les besoins humains et en généralisant immédiatement leur satisfaction, le communisme.

En nous associant autour de ces affirmations, nous admettions paradoxalement que les grands mouvements de lutte des années '60 et '70 s'éteignaient. C'était une défaite, oui, mais elle n'était que momentanée, et nous allions essayer maintenant de tirer quelques leçons de nos erreurs. Il s'agissait d'aller de l'avant en tentant de nous donner, à nous et aux différentes réalités internationales encore en lutte, des objectifs pour poursuivre le chemin. Transmettre en agissant. Même si l'activité révolutionnaire semblait ne subsister que sous la forme de quelques minorités éparpillées sur la planète, nous pensions nécessaire de rassembler les forces insoumises et de se structurer. *S'organiser*. Au sortir de ces années brûlantes, à contre-courant, nous nous sommes donc *organisés*, et nous avons considéré ces *associations* comme des banquises ou, pour reprendre notre métaphore, comme des *oasis nécessaires*...

Pendant tout un temps, cela a fonctionné. Nombre d'entre nous comprenaient ce recul des luttes comme momentané. Rien ne permettait de dire que la lutte ne reprendrait pas sous peu. La défaite ne signifiait pas rentrer dans les rangs. Et bien des associations nées ces années là ont indiscutablement réussi à donner – moins dans la quantité de militants que par la *qualité* des forces regroupées – une continuité à la puissance que le prolétariat venait de démontrer. Le repli du début des années '80 n'a donc pas empêché, dans un premier temps, la constitution de toute une série d'associations qui ont fait, des bilans qu'elles tiraient et de l'internationalisme qui les caractérisaient, la continuité de leur combat.

Malheureusement, après quelques années de fonctionnement heureux, et avec une reprise révolutionnaire qui ne venait pas, ces organisations, ces *oasis nécessaires* ont commencé à s'essouffler. La paix sociale frappait de plus en plus fort. Comment maintenir dressé le drapeau de la révolution mondiale au milieu des années '80, maintenant que les idéologies tiers-mondistes, féministes et écologistes propulsaient allègrement toutes les *bonnes idées révolutionnaires* dans le champ du renforcement de l'État ? Et comment parler de perspective communiste sans passer pour un martien, au début des années '90 ? L'idéologie

démocratique de la *fin de l'histoire* et l'amalgame entre *chute du Mur de Berlin* et *fin du communisme* ont achevé de décourager bon nombre de velléités : abandons de la lutte, ruptures, isolement grandissant... Ce fut la débandade générale. Ceux qui s'étaient battus pour la révolution se divisèrent grosso modo en deux camps : ceux qui commençaient à *douter* qu'elle se développe et ceux qui *priaient* pour qu'elle revienne au plus tôt. Ecartelés entre scepticisme et religion, les regroupements qui s'étaient jusque là maintenus ont encaissé de plein fouet cette nouvelle situation et ont commencé à se déliter.

Un regroupement structuré était-il encore *nécessaire* ? Cela avait-il encore un sens, pour les quelques *pelés* qui demeuraient « organisés », de maintenir les règles et fonctionnements qui avaient déterminé leur activité dans une période de luttes ?

L'obstination de ceux qui, comme nous, défendaient à tout prix la préservation d'une association (que l'on commençait à rebaptiser trop religieusement : « l'Organisation ») a constitué la base d'un glissement progressif vers une restriction toujours plus pointue et délirante de la vie de ceux qui en faisaient partie. Modestes révolutionnaires dans une période qui ne l'était plus, nous étions très minoritaires. De ce constat somme toute fort simple, nous avons voulu créer une institution compliquée : *LA minorité révolutionnaire*.

Aujourd'hui, avec le recul, nous devons bien admettre avoir gravement sous-estimé la puissance de l'État et sa capacité à tout infiltrer, y compris des structures extrêmement combattives et déterminées. C'est même très précisément sur ces caractéristiques – notre combativité et notre détermination – que la politique a fini par greffer son indigeste plastique. Notre volontarisme a servi de pont vers un aveuglement de plus en plus complet. Vers le délire.

Aucune *oasis* n'est viable sous le règne de l'argent. Nous en étions convaincus. Nous n'aurions d'ailleurs jamais utilisé un terme aussi connoté pour définir nos groupes. Nos collectifs, nos cercles, les zones de résistance que nous constituions n'étaient qu'un jalon nécessaire sur la route d'un combat plus global pour la constitution d'une authentique communauté humaine, sans plus de séparations et de médiations. Mille fois, nous avons crié que ce serait pure folie de prétendre vivre en dehors du rapport social qui nous domine, que cela conduisait au délire stalinien propre au *socialisme dans un seul pays*...

Et pourtant, voilà que dans l'isolement auquel la contre-révolution nous avait contraints, nous prétendions maintenant, et sans rire, constituer *la meilleure organisation révolutionnaire au monde*. Pas *une* des meilleures, non, *LA* meilleure. Nous nous regardions en toute franchise et arrivions le plus sérieusement du monde à cette conclusion : nous n'étions pas parfaits, mais nous étions *la minorité la plus révolutionnaire au monde*. On observait discrètement la réaction des autres... Mais, comme personne ne semblait se précipiter sur son téléphone pour appeler l'hôpital psychiatrique, on prenait nos airs les plus sérieux pour confirmer que, oui, notre petit regroupement

minoritaire était bel et bien constitué *des meilleurs éléments révolutionnaires* évoluant sur l'entière planète.

Le *déconcertant mensonge*¹⁰ du « socialisme dans un seul pays » a sans doute effectué, à cette période, une avancée décisive en notre sein. Cette affirmation mégalomane a cependant généré chez certains – même inconsciemment, même sous forme d'une éphémère réflexion – cette question, somme toute fort angoissante. Est-ce seulement imaginable d'un jour penser quitter *LA* meilleure organisation révolutionnaire au monde? Serions-nous donc *prisonniers*?

De l'élan associationniste à la rechute dans la politique

Encore tout décoiffés par le souffle de l'explosion révolutionnaire qui avait secoué les décennies précédentes, nous avons accouru des quatre coins de la planète pour constituer notre modeste association. Cependant, ces premiers enthousiasmes passés, nous nous sommes vite entêtés à définir de façon toujours plus rigoureuse, et sûrement trop cartésienne, la *manière* de nous organiser. Les années passaient, nous étions maintenant moins nombreux, mais nous avions l'insolence de nous croire toujours à l'abri des dégâts de la politique et de son corollaire, le sectarisme. D'autres années s'écoulaient, les départs se faisaient plus nombreux, notre réalité internationale se réduisait maintenant à peau de chagrin. Mais plutôt que d'accepter ce constat et en tirer les conséquences, nous développons des explications toujours plus captieuses : nous étions moins nombreux, oui, mais selon le principe du *moins mais mieux*, nous étions surtout... *plus organisés et théoriquement plus forts!* Certains parmi nous ont commencé à se poser des questions sur cette drôle de dialectique qui banalisait les risques de *rigidification* de notre petit regroupement. Mais ces doutes furent vite balayés tellement nous étions convaincus que notre critique impitoyable de l'État et du *citoyennisme* nous mettait définitivement à l'abri d'une quelconque contamination bureaucratique.

Et pourtant, de replis familiaux en reculs sectaires, nous avons bel et bien fini dans les bras de notre pire ennemi. De joyeuse oasis révolutionnaire participant avec légèreté à la mise à bas de l'impitoyable désert capitaliste, nous nous sommes transformés en une structure complètement coupée de la réalité, lourde d'un sentiment de supériorité lié à la conviction de représenter le cœur battant d'un mouvement révolutionnaire qui s'était pourtant replié depuis longtemps. Surgie sur base de la *critique de la politique*, notre association s'était imperceptiblement transformée en organisation politique,

10. L'expression s'inspire du titre d'un ouvrage incontournable pour toute critique intelligente et révolutionnaire du stalinisme : *Dix ans au pays du mensonge déconcertant* de Ante Ciliga, (éd. Champ Libre, 1977) rédigé entre 1938 et 1950. L'auteur y dénonce « le mythe de la Russie soviétique (comme) le plus tragique malentendu de notre temps (...) l'association extravagante entre les théories les plus avancées et l'esclavage le plus authentique ».

en une médiation qui avait la prétention, comme tant d'autres organisations politiques avant elle, de représenter les intérêts généraux, un parti qui glissait doucement, avec chefs et adeptes, vers le stalinisme, cette dégénérescence *ouvrière* de la politique.

L'intransigeance avec laquelle nous avons défendu des « ruptures politiques » s'est graduellement étendue à la manière même de nous comporter. L'attachement à la révolution s'est mué en vénération de l'organisation pour elle-même, en respect des chefs et en valorisation de l'esprit de subordination, typique des partis et syndicats dont nous prétendions être les irréductibles ennemis. La paix sociale était en train de gagner sur toute la ligne.

Les symptômes concrets de cette décomposition ?

L'internationalisme s'est trouvé réduit à un harcèlement et une instrumentalisation de plus en plus mesquine des quelques traducteurs que nous connaissions encore, et qu'on baptisait, non sans paternalisme, de « bons camarades » pour rester cohérents.

L'activité militante, réduite à des réunions, des compte rendus et de plus en plus rares interventions, n'était plus qu'un *grand tract permanent* justifiant la perpétuation de l'organisation, plus que le développement de la révolution. La critique du sectarisme se limitait à affirmer haut et fort qu'on était conscient de son existence et qu'il fallait lutter contre, mais rien sur le « comment ».

On s'enfermait dans la critique de nos critiques, puis dans la réponse à la critique de nos critiques, puis dans la critique de la réponse à la critique de nos critiques, puis...

Un point de non retour fut certainement franchi lorsque, par souci de pureté théorique, nous avons commencé à réécrire les textes que nous avions publiés 15 ans plus tôt. D'expulsions en abandons, de polémiques en insultes, d'écritures en réécritures, l'uniformisation de la pensée a conquis tout l'espace militant. La critique du capitalisme, fruit d'une expérience commune, s'incarnait dans l'un ou l'autre individu particulier et non plus dans le collectif, dans le besoin de communauté. La personnification de nos révoltes était en route. Elle allait de pair avec la dépersonnalisation des *disciples* que nous étions devenus.

D'organisation vouée à la critique de la politique, nous nous étions transformés en un véritable tout *petit État*, une sorte de caserne nano-stalinienne avec son cortège d'insultes et de grands gestes accusateurs, avec ses coups bas, ses justifications, avec ses procès, ses pseudo-traitres et ses vrais procureurs, dans la plus pure des traditions orwelliennes...

On avait voulu que le ciel explose et on faisait sauter la terre sous nos pieds.

L'effondrement sectaire, épilogue inévitable d'une organisation redevenue « politique »

Nous l'avons mentionné au début de ce texte, le sectarisme politique, attitude intolérante d'une organisation à l'égard de ceux qui – y compris en son propre sein – n'épousent pas la totalité de ses principes, ne doit pas se comprendre comme le fruit d'une dérive collective de ses membres. Ce serait donner trop d'importance aux actions personnelles, à la subjectivité. Tout comme le problème de l'argent ne résulte pas d'un problème de cupidité, la dégringolade sectaire d'une association ne provient pas d'une dégénérescence de ses membres. Le sectarisme, la mise en avant politique de *ce qui sépare*, résulte d'abord d'une victoire de ce rouleau compresseur qu'est la *paix sociale*, une période pendant laquelle un capitalisme victorieux affirme à merveille la nécessité de ne voir personne désertir la guerre de tous contre tous. C'est la reproduction, au sein même des groupes et associations qui luttent pour une société sans classes, de la haine du concurrent.

Si on l'analyse en regard de la contradiction plus générale existant entre communisme et capitalisme, le sectarisme témoigne d'un rapport de force entre besoins humains et besoins capitalistes dans lequel le *besoin de communauté*, à l'origine de toute association révolutionnaire, a été vaincu par l'implacable nécessité capitaliste d'infiltrer la moindre cellule échappant à son contrôle et de la réactiver autour de l'argent et de la concurrence. En fait, le sectarisme n'est qu'une conséquence de l'effondrement de l'association sur elle-même et de sa transformation en une nouvelle organisation *politique*. Le sectarisme est une victoire de la paix sociale sur le besoin de communauté. D'un point de vue révolutionnaire, c'est une capitulation face au capitalisme.

Cette capitulation a difficilement lieu en pleine agitation révolutionnaire. La puissance du prolétariat se signale alors par son refus de la politique : pas question de laisser de nouveaux « spécialistes » ou de nouveaux « partis » orienter l'action. Les choix et décisions sont extrêmement *collectifs*. Il existe bien évidemment des éléments plus moteurs, voire des associations plus cohérentes, qui cristallisent ces choix, les formulent, les organisent en force. Mais ils ne demeurent « moteurs » que dans la mesure où ils ne s'institutionnalisent pas. Car en période d'expansion des luttes de classe, aucun « leader », aucun « parti », aucun « Grand Prêtre » n'a de formulations assez puissantes pour contenir – *enfermer dans la politique* – ce que la pratique sociale tend à mettre en commun dans une action qui cherche à dissoudre toutes les caractéristiques du Vieux monde.

Le sectarisme est une menace permanente pour toute association, à toute époque, mais il est nettement caractéristique des périodes de paix sociale. La rechute de tant de groupes dans la *politique* et sa consécration sectaire trahit l'impuissance dans laquelle ils se trouvent pour répondre adéquatement

aux effets que produisent, sur leur développement, les évolutions de cette réalité sociale défavorable. Que faire lorsque les mouvements s'essoufflent ? Que faire quand il y a n'y a plus d'espaces pour exprimer nos perspectives révolutionnaires ? Que faire quand de moins en moins de personnes semblent intéressées, ne fut-ce qu'à *entendre* ces perspectives ? Au sein de tant de groupes et associations, la disparition de l'action sur le terrain trouve alors une facile compensation dans la répétition de prières politiques et la sanctification de ceux qui les rédigent.

Frustrés de solidarité et d'élan collectifs, nous sommes beaucoup plus enclins, dans un contexte où la lutte *commune* est quasi inexistante, à nous replier sur la « communauté » que nous connaissons. La révolution nous apparaît alors concrètement sous la seule forme du petit noyau autour duquel nous maintenons une activité et le danger est grand de confondre ce petit noyau avec l'ensemble du processus révolutionnaire. Résultat, les discussions s'alimentent aux discussions précédentes et, avec la disparition progressive de toute contradiction *externe*, le verbe se répète jusqu'à devenir prière et le programme, bréviaire. L'action commune est supplantée par la répétition de rituels ennuyeux et par une succession de petites récitation que l'on se répète mutuellement, comme dans tout ordre religieux. Idéologie du sacrifice, répétitions navrantes de slogans, développement d'une opinion publique, esprit de clan, favoritisme, peur du chef, concurrence, ces *valeurs* dominantes de la paix sociale s'épanouissent au sein des groupes et associations. Le virus sectaire n'est autre que l'aboutissement de la terreur étatique auprès de ceux qui, pour avoir cherché à maintenir une perspective de lutte dans une impossible autarcie, ont vu leurs comportements se déshumaniser progressivement. La force de la politique, comme activité séparant les hommes, comme médiation aliénée, est de parvenir à ériger ces comportements antihumains en modèles de fonctionnement.

Dis tonton, c'est quoi la « paix sociale » ?

Les liens collectifs, noués sur l'héritage d'une forte période de lutte de classe, ont fini par céder telles les mailles d'un filet sous la pression d'un courant toujours plus puissant, le conformisme. Nous avons pris très au sérieux les risques d'infiltration par des flics ou des indics. Nous ne nous attendions pas à être *infiltrés* par un ennemi bien plus retors : la *paix sociale*.

Mais c'est quoi la paix sociale ?

Un capitalisme victorieux, tel qu'il apparaît depuis qu'il a brisé les grands mouvements sociaux des années '60 et '70, est un capitalisme qui parvient à imposer un tel rapport de force en sa faveur qu'il fait pratiquement disparaître la réalité de son ennemi. Tout au long des dernières décennies il a réussi à normaliser l'exploitation, à naturaliser la misère matérielle et existentielle à laquelle est soumise la plus grande partie des êtres humains sur cette planète.

Le prolétariat abandonnant ainsi progressivement ses perspectives, en vient à douter de son existence même. Plus personne ne parle de lutte de classe. Et encore moins de la perspective d'un monde sans classes sociales. Surgissent alors, comme à chaque fois qu'il disparaît de l'horizon social, des théories justifiant son inexistence.

Cependant, l'affrontement ne cesse jamais vraiment d'exister. Les tensions sont là. Dans les lieux de dressage, au boulot, dans les villes ou à la campagne. Mais globalement, l'État parvient maintenant à garder le contrôle et à écarter toute velléité de mettre au cœur de ces combats la destruction du capitalisme. On organise de grandes réformes, des pays changent de régime, on fait même tomber des dictateurs, mais toujours en appliquant à la perfection la bonne vieille recette qui veut qu'il vaut mieux *tout changer pour que tout reste identique*¹¹.

La paix sociale agit comme un rouleau compresseur, et ce n'est pas qu'une image.

Concrètement, c'est le bourreau qui reprend violemment le contrôle sur sa victime jusqu'à lui faire *adorer* la relation de soumission dans laquelle il l'enferme. Après avoir brisé les luttes à coups de matraques, de tortures et d'assassinats, le capitalisme complète sa victoire sur le prolétariat en lui bourrant le crâne de l'idéologie « fric, fringue et frime » et lui ressert le vieux plat qu'il ne voulait plus manger : celui de la liberté de choisir son exploiteur. Outre le droit de cracher de la valeur pour stimuler croissance et progrès, le travailleur – promu citoyen – obtient à nouveau le droit de vote, le droit de se syndiquer, le droit d'appeler la police, d'aller à la mosquée, de manifester dans la dignité, de manger bio et de trier ses poubelles... tous les droits qu'il veut du moment qu'il ne mène plus la guerre à son prédateur capitaliste.

Contraints à renoncer à la perspective *d'abolir* sa condition sociale, l'exploité peut à présent uniquement espérer *l'améliorer*. Et abandonner la lutte de classes par la même occasion. Tandis qu'exploité et exploiteur s'estompent, le paradis du citoyen s'impose. On ne parle plus de prolétaires et de bourgeois, mais de sans abris, de sans travail, de sans papiers, de sans domicile fixe... Et de l'autre côté, de hauts responsables et de hauts salaires. À ce stade, la démocratie ne laisse même plus la possibilité de *penser* la lutte de classes. *Exploité*, c'est ringard et ça pourrait donner l'idée qu'il existe quelque part un responsable à cette condition, un *exploiteur*. On parle désormais de *défavorisé*. Pas de risque d'aller dénicher un coupable dans le vocabulaire : *défavorisateur* sera souligné en rouge dans tous les traitements de texte.

Comment imaginer que l'éloignement de la perspective d'abolir l'exploitation et la raréfaction consécutive des assauts au capital n'affectent pas les

11. « Si nous voulons que tout reste identique, il faut que tout change » extrait de *Le Guepard* – Tomasi di Lampedusa, 1957.

organisations? La paix sociale a frappé tous nos regroupements. Très concrètement.

1. Tout simplement d'abord en réduisant notre nombre.

Un rapport de force défavorable fait que la combativité générale s'émousse. Les manifestations et révoltes s'affaiblissant, nombreux sont ceux qui ont fini par ne plus espérer le *Grand soir* et le retour de la déflagration sociale. Ils se sont éloignés. Mais l'obstination avec laquelle nous avons voulu nous convaincre que désormais nous étions plus forts... *PARCE QUE* moins nombreux¹², traçait lentement mais sûrement les plans d'une route qui menait au renfermement sur soi.

La paix sociale frappe toujours deux fois. Une première fois, dans l'événement objectif – le nombre diminue – et une deuxième fois, dans l'action subjective menée pour répondre à cet événement – ici, la construction désastreuse pour la suite, d'une sorte d'idéologie postulant que « être plus faible, c'est être plus fort¹³ ». À chaque coup encaissé, ce mécanisme s'est reproduit et renforcé.

2. Nous avons aussi vu notre réalité internationale se déliter.

Nos *oasis* avaient trouvé leur dynamisme dans la rencontre avec toutes sortes de jeunes et vieux loups ayant participé aux grandes luttes d'Amérique latine ou des États-Unis, avec des communistes ayant affronté le stalinisme dans les pays d'Europe de l'est, avec de fiers déserteurs et insurgés contre la guerre entre l'Iran et l'Irak, avec toutes sortes de compagnons d'Angleterre, de France, d'Espagne... Mais voilà que, le nombre de compagnons diminuant, l'espace géographique se rétrécissait également. Ce qui constituait la richesse internationale de nos regroupements – des informations locales non filtrées par le journalisme, du vécu de première main, des expériences retransmises avec les subtilités des langues respectives – était en train de s'appauvrir dangereusement. Et ce déclin, disons, « géographique » des associations s'est doublé d'une dynamique plus subjective qui a fini par mettre progressivement en avant certaines *cultures* au détriment d'autres. Progressivement, les différences liées aux origines *culturelles* extrêmement diverses des militants ont cessé d'inspirer notre projection *sans frontières* de la révolution. Les origines géographiques se sont transformées en « différences » politiques. C'était comme si celui qui s'imposait politiquement disposait également du privilège de voir la zone géographique d'où il provenait relever *d'une lutte de classe particulièrement importante*. L'internationalisme

12. La plupart des groupes affirmaient s'être renforcés avec le départ d'éléments plus confus, plagiant ainsi la vieille affirmation léniniste selon laquelle « le parti se renforce en s'épurant ».

13. Avec le recul, difficile de ne pas penser à la nature orwellienne de ce type d'absurdité propre à la rhétorique politique (« la liberté, c'est l'esclavage », « la guerre, c'est la paix »...).

s'est alors progressivement réduit à une simple mécanique de traduction de textes, parfaitement similaire à la démarche gauchiste consistant à accroître le prestige d'une revue nationale par quelques titres traduits en langue étrangère.

3. Autre conséquence concrète de la paix sociale: *la disparition des éléments moteurs.*

L'autorité naturelle qu'avait acquise l'un(e) ou l'autre militant(e) était fondée sur tel ou tel talent ou expérience spécifique et c'est pour cela qu'ils constituaient des éléments *moteurs* reconnus par tous. Des éléments qui se contredisaient et donc se complétaient. Avec l'augmentation du poids de la paix sociale au sein de nos regroupements, ces compagnons, victimes d'un phénomène social en pleine recrudescence – l'individualisme – devenaient maintenant... *des chefs*. Or, il ne peut y avoir de *chefs* sans *guerre de chefs*. Plus de contradiction possible: il fallait que l'un ou l'autre ait raison. Et si l'un gagnait, l'autre devait se soumettre ou s'en aller. La politique faisait son grand retour et l'association s'affaiblissait.

Résumons la situation. Nous constatons la disparition progressive de compagnons véhiculant des expériences internationales spécifiques, nous regrettons les nombreux abandons militants et la diminution numérique de notre groupe, nous constatons la réduction graduelle de la discussion et de l'activité internationale à une toute petite zone géographique, nous observons la remise en question des éléments les plus *moteurs* par une direction de plus en plus étroite, puis leur départ... mais nous n'en mesurons pas les conséquences sur notre fonctionnement. Nous savions que ces coups, assésés par la paix sociale, nous déforçaient, mais nous étions complètement incapables de voir que nous réagissions de la pire des manières et que, par notre attitude, nous reportions ces coups sur le vécu de notre regroupement, sur son équilibre général, son état d'esprit, sur son fonctionnement.

Nous étions convaincus de ne jamais tomber dans le piège du sectarisme parce que, pensions-nous avec arrogance, *nous avions conscience de son existence*. Autrement dit, nous nous reposions confortablement sur l'idée que « nous étions conscients » de ne pas être à l'abri du sectarisme et il suffisait donc de « déclarer que nous luttons contre », pour y échapper. Dans les faits, nous nous limitions à *mentionner* les phénomènes de sectarisme et d'aliénation militante plutôt que de les *affronter*, tout comme le réformisme se borne à *décrire* la misère mais jamais ne la *combat*.

4. Fin de la récréation, *fin de la spontanéité organisée.*

Une autre caractéristique essentielle de la décomposition contre-révolutionnaire de nos associations fut *le rejet progressif de toute spontanéité dans l'organisation des tâches, des structures, des luttes...* Pire, au fur et à mesure que se mettait en place le piège sectaire, toute initiative devenait suspecte. Trop

bien s'entendre avec un compagnon était vu d'un mauvais œil. Se rapprocher de quelqu'un était suspect. Proposer des structures qui permettaient ce rapprochement était suspect. Un déménagement ou un déplacement international était mal vu s'il n'était pas certifié prioritaire par la tête de l'organisation. Parler, aimer, penser même, finissait par devenir louche.

La confiance initiale, bâtie sur l'action collective et l'initiative personnelle, avait cédé la place à une sorte de grande oraison théorique autour de l'idée qu'« il n'y a pas de militance possible en dehors de l'organisation ». À ce stade, la confiance devient *credo* et se réduit à une sorte de règle institutionnelle. Et d'institution à église, il n'y a qu'un pas. Oubliés l'irrévérence et le refus d'obéir. Ce qui compte maintenant, c'est de bien faire sa prière et de bien rester ensemble. Bien faire ses tâches, bien assister à toutes les réunions, bien lire et critiquer les textes, bien ceci, bien cela... Et pour ne pas céder aux sirènes de la société, beaucoup se voir, beaucoup discuter, ne pas sortir du rang, et *fais pas ci, et fais pas ça...*

Au sein de cette église – qui se réduit bientôt numériquement à ce qu'il est convenu d'appeler une secte –, les militants s'accrochent à ces *credo* comme à autant de radeaux les empêchant de sombrer dans l'océan de questions qu'ils se posent secrètement. Et ils se font mal. La militance est devenue un sacrifice, le sentiment dominant est la culpabilité de ne pas *lutter assez*, de se détacher de la « Sainte famille », mais tout cela est nié. On ne ressent plus la même envie de se voir, les réunions deviennent une charge, on évite de s'engager à prendre de nouvelles responsabilités, on est moins convaincu qu'auparavant de l'expulsion d'un ancien camarade, on lit les publications avec moins de plaisir, on est moins certain d'être les meilleurs révolutionnaires au monde... Mais on ne se l'avoue pas. Dans une sorte de grand jeu de miroir, chacun nie cette réalité pour lui-même mais la soupçonne et la combat chez les autres.

En pleine poire

À ce stade, comment ne pas péter un câble? Vidée de toute substance, ne subsistait de la joyeuse et large association initiale qu'une petite machine organisationnelle, ennuyeuse et féroce. Certains serrèrent les fesses et tentèrent de s'agripper au peu de lien restant. Mais pour la plupart, ce fut l'implosion. Beaucoup s'enfuirent, purement et simplement.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Alimentée par l'idée ô combien rassurante d'avoir maintenant à combattre de nouveaux ennemis de la révolution, la nano-machine organisationnelle va s'attaquer à eux, y compris *socialement*, à travers le boulot, la famille, la réputation... Il faut menacer, dénoncer à tout prix. Nous ne nous étendrons pas sur les détails sordides de ces expériences, rythmées par les étapes classiques de toute répression stalinienne: disqualification, calomnie, stigmatisation.

Tout cela n'a finalement rien de bien original. L'histoire du mouvement révolutionnaire est parsemée d'associations qui, une fois ravalées au rang d'organisations *politiques*, et face à l'impasse dans laquelle elles se trouvent, tombent dans l'ignominie la plus réactionnaire. À grande ou petite échelle, la dégénérescence politique se caractérise par un immobilisme qui empêche toute remise en question. Les symptômes d'intolérance à l'égard de ceux qui manifestent leur désaccord sont la conséquence directe de cette sclérose. Et de l'intolérance à l'abject, il n'y a jamais qu'un pas.

Une partie des insurgés de 1917 en Russie, frustrés d'une généralisation révolutionnaire qui ne vient pas, vont figer politiquement leur mouvement dans le *parti bolchévique*. La transformation de cette organisation en *Parti Communiste Russe* va marquer la confiscation de plus en plus définitive, par la politique, de l'élan social international en cours, ce que de nombreux révolutionnaires ne manqueront pas de dénoncer¹⁴. Successivement, sous l'égide de Lénine, Trotski, puis de Staline, la défense du *Parti Communiste Russe* deviendra une obsession et aboutira, dans les années '30 du siècle passé, à l'humiliation publique de ses anciens membres dans le cadre des hallucinants *grands procès de Moscou*.

Quelques dizaines d'années plus tard, les organisations marxistes-léninistes ou trotskistes, libertaires ou d'ultragauche, engluées dans un après *soixante-huit* qui ne concordait pas avec leurs incantations réformistes, prolongèrent elles aussi leurs frustrations en calomniant et en diabolisant les « camarades » qui s'en allaient tenter d'autres aventures, moins convenues.

Plus récemment, en 2006, lors de l'enterrement d'une militante « internationaliste », la partie de l'assistance composée de membres du CCI (*Courant Communiste International*) recula ostensiblement de quatre pas, suivant une pratique stalinienne bien établie, lorsqu'un rival politique auteur de travaux sur la *gauche communiste italienne*, et jugé traître « à la cause », voulut lui rendre hommage.

Les exemples sont infinis. Dans toutes ces situations, un formidable glissement s'est tranquillement opéré. L'association, qui n'est qu'un moyen pour avancer vers la révolution, est devenue une fin en soi. L'organisation s'est convertie en institution politique, en parti. Elle se prend maintenant pour *l'incarnation* de la révolution. Et, dans son délire, elle accuse tous ceux qui ne la reconnaissent pas, tous ceux qui la quittent, tous ceux qui s'opposent à cette *représentation* – car il s'agit bien d'un spectacle – d'agir *contre* la révolution.

Dans *Catch 22* de Joseph Heller, le soldat Yossarian simule la folie pour ne pas aller au feu. Mais l'article 22 du règlement militaire stipule que « quiconque veut se faire dispenser d'aller au feu n'est pas réellement fou »... Le même

14. « Vous vouliez l'organisation, vous avez le chaos. Vous vouliez l'unité, vous avez la scission. Vous vouliez des chefs, vous avez des traîtres. Vous vouliez des masses, vous avez des sectes. » (Dernière lettre de Hermann Gorter, militant du KAPD [Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne], à Lénine – 1921)

procédé fonctionne pour les révolutionnaires : si celui qui entend quitter l'organisation prétend faire œuvre révolutionnaire, alors il doit rester puisque l'organisation *est* la révolution. C'est simple, efficace et extrêmement destructeur.

Avec cette même simplicité, le bureau politique de n'importe quel parti passe en quelques instants des louanges enflammées pour un adepte qu'elle convoite, aux sarcasmes les plus féroces si celui-ci veut le quitter. Lorsqu'un militant déclare vouloir s'éloigner d'une organisation politique, il est généralement l'objet d'un enchaînement de deux attentions : d'abord courtisé pour qu'il reste, il devient ensuite, si sa détermination à partir reste intacte, l'objet de toutes les railleries. La rapidité avec laquelle la majorité militante passe d'une attitude à l'autre démontre que flatteries et railleries font partie d'une même représentation, d'un même spectacle bien rôdé : celui de cliques politiques prétendant incarner à elles seules la *quintessence révolutionnaire*.

Une association gangrenée par ce délire est incapable de saluer, à l'égard d'un militant qui envisage de partir, ce que cette démarche signifie de fondamental, à savoir qu'il possède suffisamment d'autonomie pour continuer à agir et penser par lui-même.

Avant même d'évaluer la pertinence ou non du départ de quelqu'un, une association révolutionnaire devrait commencer par célébrer l'attitude éminemment révolutionnaire consistant, pour un de ses membres, à se questionner sur le bien-fondé de sa participation. Évaluer si le regroupement au sein duquel on agit est vivant ou mort, s'il est encore alimenté par la perspective révolutionnaire, ou s'il n'est plus que la reproduction d'idées et d'actions propres à la domination bourgeoise, est une question décisive.

Pareille évaluation, à la base de toute organisation, devrait être permanente. C'est une erreur fatale de créer une organisation sans envisager, dès sa naissance et à chaque étape de son développement, la possibilité de sa dissolution révolutionnaire¹⁵. Et il en va de même de la participation de chaque militant singulier. Le caractère subversif d'une participation à une association révolutionnaire, avec tout ce que cela comprend comme sens du collectif et de responsabilité solidaire, s'exprime véritablement si chaque jour, chaque individu a le courage de se demander s'il est bien toujours dans la saine dynamique de lutte initiale, si le regroupement dans lequel il se trouve n'est pas alimenté d'une routine mortifère, s'il est encore capable de penser seul...

* * *

15. Dans leur parcours, parmi tant d'autres, les militants de *Nosotros* envisagent « une organisation comme un moyen et non plus comme une fin en soi. Et donc comme quelque chose qui pouvait et devait évoluer – voire le cas échéant, disparaître –, suivant les transformations historiques et les conditions de lutte. » Extrait de *L'épidémie de rage en Espagne (1996-2007)*, *Nous autres*, numéro 3, Printemps 2012. Sur ce document et le groupe *Nosotros*, cf. plus loin dans ce texte, la note 29.

Sans nous en rendre compte, la motricité intelligente, lyrique et chaotique qui avait caractérisé nos élans initiaux avait graduellement fait place à des entêtements idéologiques de plus en plus étroits. La révolution s'éloignait et personne ne semblait voir l'idéologie s'installer à nouveau au sein du prolétariat, et donc aussi dans ses associations. Militer devenait pourtant bel et bien un sacrifice pour la majorité d'entre nous. Une succession de rapides guerres entre « camarades » et l'élection inavouable d'un « pape » va définitivement couronner la transformation de notre *oasis* en un enfer sectaire. L'obéissance au dirigeant devint la règle. Commenter ses textes, attendre ses décisions, défendre ses choix. Confondant révolution et scoutisme, tous ceux qui en constituaient maintenant les adeptes dociles, à force de nettoyer les écuries de leur nouveau Baden Powell, se transformaient en véritables *brosses à cabinet*. Et il ne s'agit pas d'un simple jeu de mot scatologique. Le pouvoir de changer les choses ne dépendant plus de l'intelligence et de l'humanité avec laquelle s'étaient bâties nos ruptures, mais de la bêtise avec laquelle on défendait les dogmes, un véritable petit pouvoir se mit en place, dont on peut seulement dire qu'il était basé *sur de la merde*.

Après avoir réussi à briser nos luttes, l'État triomphait maintenant des rapports d'amour et de révolte que nous avons construits ensemble sur les barricades. Le regroupement que nous avons tenté de constituer à contrecourant de la défaite s'était purement et simplement transformé en un petit cabinet où l'on passait son temps à commenter les commentaires des chefs et à *marxiser*¹⁶ l'actualité.

En guise d'oasis, nous nous sommes retrouvés avec quelques vieux morceaux de bois complètement pourris et nous avons construit des totems, inventé des gourous, érigé des *sectes idiotes* au sein desquelles nous étions tantôt bourreaux, tantôt victimes. Ces sectes dont nous nous obstinions à préserver la pureté révolutionnaire ne se sont pas seulement révélées *idiotes*, elles ont produit en leur sein un abêtissement total et la substitution des rapports de lutte par des fonctionnements familiaux toxiques et destructifs entre compagnons, hypothéquant gravement les transmissions d'expérience

16. *Marxiser l'actualité* signifie réécrire l'information en mettant de côté la terminologie dominante et en remplaçant au cœur de l'analyse, l'existence de rapports sociaux et de la lutte de classe. Le problème est que dès qu'on a saisi que l'information selon laquelle « le gouvernement a décidé de nouvelles sanctions à l'encontre des travailleurs au noir » signifie que « l'État capitaliste cherche à réprimer la moindre tentative prolétarienne d'échapper à la dictature du marché », on n'est pas beaucoup plus avancés. Plus grave, la répétition de cette « marxisation » – n'apportant aucune information nouvelle et ne se basant sur aucune expérience vécue – peut rapidement conduire à la construction d'un périlleux système de *traduction idéologique* de l'actualité qui, par le truchement de *militants interprètes*, prétend fournir désormais aux prolétaires auxquels ils s'adressent la grille de lecture à appliquer pour « penser juste ». Les spécialistes politiques sont de retour et la *Pravda* (« Vérité » en russe) n'est plus très loin.

révolutionnaire que nous entendions effectuer. Règles internes toujours plus strictes, désaccords interdits, repli sur l'idéologie du militant pur et dur, auto-célébration organisationnelle et théorique allaient de pair avec une coupure toujours plus grande avec le monde réel.

Nous nous sommes retrouvés tout secs, tout nus, sans vie, sans eau, sans lien. Notre oasis a été absorbée par le désert. Désert de sentiment, désert de communication, désert de relation, désert de vie, de joie, de lutte. Où donc était passée la pluie révolutionnaire? Les plus convaincus pissaient maintenant sur la tête des plus dubitatifs en leur assurant qu'il pleuvait. Le *socialisme dans un seul pays*, que nous nous étions amusés pendant des années à dénoncer sous toutes ses formes, avait trouvé chez nous qui nous présentions comme ses pires ennemis, une application déconcertante : le *socialisme dans une seule organisation*. Conséquence directe de ce positionnement, nous étions aussi en guerre contre toutes les autres organisations.

* * *

Si nous avons appris à nos dépens que la critique du *socialisme dans un seul pays* ne met pas à l'abri de sa reproduction *dans une seule organisation*, notre expérience nous a également permis de constater que cette forme particulière de conformisme qu'est l'imbécillité rassurante du sectarisme ne réussit jamais à empêcher complètement le surgissement de positions communistes têtues, persistant à défendre le rejet de toute institutionnalisation de la révolte.

Nous étions tous en ligne, militants bien organisés convaincus d'œuvrer pour le bien de « l'Organisation », tenant chacun pancartes et calicots aux mots d'ordres identiques. Mais certains d'entre nous, au mépris de la discipline imposée, ont voulu un instant sortir des rangs pour mieux voir ce qui y était écrit. Cela faisait trop longtemps que nous refoulions nos questionnements. Malgré les vociférations exigeant que nous restions à notre place, nous nous sommes obstinés à discuter certaines perspectives du *Programme* qui nous unissait. Nous pensions naïvement débattre une conception du monde, mais nous nous sommes vite rendus compte que nous contestions un *ordre politique*. Car oui, c'est bien de cela qu'il s'agissait. Le *Programme* était devenu un Ordre, les militants les plus croyants, des lieutenants, et l'organisation dans son ensemble, une petite caserne peuplée de soldats au garde-à-vous.

Il ne restait plus qu'à désobéir...

2. Quand l'imagination s'insurge contre la prière

Les honnêtes gens ne disent rien, car ils ne voient rien. Et s'ils ne voient rien, en fin de compte, ce n'est pas faute d'avoir des yeux, mais, précisément, *faute d'imagination*.

SIMON LEYS, *Orwell ou l'horreur de la politique*

DÉSOMBÉR, OUI, MAIS À QUEL PRIX! Dans un contexte devenu sectaire, remettre en question la moindre parcelle de *Programme*, c'est passer instantanément du statut jalosé de *bon camarade* à celui beaucoup moins enviable de *traître*.

Et la liste d'insultes s'allonge rapidement car « ... les braves gens n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux¹⁷ ». Alors vient le temps de la calomnie et des « procès », échos microscopiques mais non moins grotesques des bouffonneries judiciaires bourgeoises. Quelques lâches font même leur *coming out*, compensant des années de silence par un empressement soudain à colporter les accusations de ce tribunal de pacotille. La fraternité qui caractérisait l'organisation est réduite à des fins de propagande interne où la *solidarité* se résume désormais à une prière collective, quelque peu menaçante à l'égard des fauteurs de troubles : *il n'y a pas de salut en dehors de nous*.

Une organisation dont l'activité essentielle consiste à « poignarder » ses ennemis intérieurs¹⁸ est une organisation qui s'est vidée de toute énergie subversive. Si *l'être collectif*, cette dynamique unificatrice au cœur de toute approche révolutionnaire concrète, n'est plus qu'une vague promesse future, l'organisation est perdue pour la révolution.

Car une fois que la calomnie, l'insulte et la menace se sont invités à la table des désaccords (désaccords qui jalonnent inévitablement toute pratique

17. Georges BRASSENS, *La mauvaise réputation*, 1952. L'idée même qu'on puisse prendre une autre direction — « une autre route qu'eux » — est insupportable et cela ne concerne pas seulement les positions défendues. Lorsque une organisation s'est figée en secte, on ne peut toucher à rien, ni à la théorie devenue *Programme*, ni au fonctionnement devenu *Rituel*, ni à la structuration devenue *Hierarchie*.

18. David Cooper dans son livre *Mort de la famille* (Éd. du Seuil, 1972) exprime sous forme d'une intéressante métaphore le grave danger consistant à confondre ses ennemis intérieurs et extérieurs : « Un moine tibétain, au cours d'une longue retraite méditative, commença à avoir des hallucinations : il voyait une araignée. Chaque jour, elle apparaissait et grandissait. Elle finit par atteindre la taille de l'homme et par le terrifier. À ce moment, le moine demanda conseil à son guru qui lui répondit : "la prochaine fois que l'araignée viendra, trace une croix sur son ventre puis, après mûre réflexion, prend un couteau et enfonce-le au milieu de la croix." Le lendemain, le moine vit l'araignée, traça la croix puis réfléchit. Comme il s'appretait à enfonce le couteau, il baissa les yeux et vit avec stupeur que la croix était tracée sur son propre nombril. Il est évident que distinguer entre ses ennemis intérieurs et extérieurs est littéralement une question de vie ou de mort. »

collective), il est trop tard. La dynamique est centrifuge. Quoi qu'en disent les règles de la poésie, *sectaire* ne rime jamais avec *révolutionnaire*. La descente aux enfers est inéluctable...

Inéluctable? Pas si sûr!

Toute relation basée sur la rébellion, toute communauté en lutte est forcément traversée de contradictions. C'est une banalité de le rappeler. Désaccords et ruptures font partie intégrante des batailles livrées par l'humanité exploitée dans sa quête d'autre chose. Mais c'est dans ces moments-là – précisément parce que nos ambitions sont révolutionnaires – que nous révélons véritablement *le communisme dont nous sommes capables*. C'est dans ces moments-là que nous vérifions *si nous sommes suffisamment talentueux* pour ne pas céder à la vulgarité de la concurrence capitaliste. C'est dans ces moments-là que nous vérifions *si nous possédons assez d'imagination* pour ne pas agir exactement comme nos ennemis. Par delà les mots et dans une pratique concrète.

Lorsque la direction à prendre pour une organisation semble désormais incertaine, que la dispute et l'anathème ont pris le dessus, l'essentiel ne réside pas dans le sauvetage à tout prix de telle ou telle structure mais dans le fait de *demeurer révolutionnaire*.

C'est bien connu, notre matérialisme révolutionnaire exige l'inconcevable : « soyons réalistes, demandons l'impossible ». Nous serons donc inventifs, impertinents, et rien, pas même l'aveuglante certitude d'avoir raison, ne nous empêchera de mettre en place, au nez et à la barbe de l'ennemi de classe, un oxymore improbable : *se séparer ensemble*.

Car c'est maintenant, alors que tout semble nous diviser, qu'il faut puiser dans notre arrogance à imaginer un futur sans État. Lorsque les conflits risquent de faire chavirer le bateau d'une organisation désormais divisée sur les routes à emprunter, il est plus que temps de se rappeler que dans nos combats nous essayons d'être *une image du futur*. Et notre futur ne ressemble définitivement pas à la sale gueule qu'offre la guerre entre concurrents. Le bateau tangue d'accord, et c'est bien pour cela qu'il faut décider, maintenant et ensemble, une suite à l'histoire. Laisser couler le bateau ou le saborder? Jeter des chaloupes à la mer et partir dans des directions différentes? Laisser la barre à une partie de l'équipage et sauter avec des bouées...? Au-delà des perspectives forcément différentes que nous donnerons à nos existences, au-delà du conflit donc, l'essentiel réside dans le refus de concéder à l'ennemi capitaliste la guerre de clans qu'il espère et instille.

Le sectarisme n'est pas une fatalité.

Le chemin de la lutte des classes est pavé, c'est vrai, d'innombrables bonnes intentions militantes qui ont fini par enfanter des partis politiques, saturés de parfaits petits fonctionnaires de la vérité. Mais la contre-révolution n'a pas

toujours le dernier mot. La transformation d'une association révolutionnaire en une secte politique n'est pas une fatalité. L'histoire est l'infatigable témoin de situations où des compagnons ont eu le courage d'agir et de remettre en question les « vérités » dans lesquelles ils avaient cru bon s'enterrer.

Le communisme dont nous sommes capables

En 1969, l'organisation *Weathermen* aux États-Unis se considère comme le seul véritable groupe révolutionnaire blanc. Son sectarisme finit par écœurer toute une série de militants et sympathisants qui abandonnent le groupe, dégoûtés.

« L'une des plus grandes erreurs que nous avons commises en 1969 a été de penser que nous étions (les seuls) à avoir raison. Nos plus grands échecs ont été causés par notre suffisance, nos certitudes et notre arrogance¹⁹. »

La force des *Weathermen* est non seulement de faire leur autocritique, mais d'agir concrètement pour « réparer le mal » qu'ils ont fait.

« Nous avons passé un temps fou à reprendre contact avec d'anciens camarades, à débattre avec eux, à les écouter parler des conséquences de nos purges, de nos accusations et de nos procès et à comprendre que nous avons sérieusement besoin de réparer le mal que nous avons fait. (...) Nous n'avons pas été qu'une poignée à faire ça. Nous avons tous repris contact avec nos anciens amis et camarades²⁰. »

La démarche des *Weathermen* est théoriquement toute simple (et donc humainement très compliquée) : ils se rendent auprès de leurs anciens compagnons pour s'excuser de leur prétention à détenir, seuls, la vérité révolutionnaire. Cette action d'une franchise exceptionnelle les fera reprendre contact avec le mouvement social tel qu'il se développe aux États-Unis, et non tel qu'ils avaient voulu le modeler politiquement.

Ce moment d'autocritique marque une volonté très claire de rejoindre le mouvement social en cours, de se replonger dans sa dynamique. Que le groupe soit marqué par l'idéologie marxiste-léniniste²¹ ou autre est secondaire.

19. Bill Ayers, militant des *Weathermen*, Cité par BERGER Dan, *Weather Underground*, Éd. L'Echappée, 2010, p. 183.

20. Bill Ayers, Cité par BERGER Dan, *idem.*, p. 238.

21. Les actions des *Weathermen* exprimèrent sans aucun doute, à un moment, le mouvement social en cours aux USA. Mais ce groupe, comme beaucoup d'autres, n'échappa malheureusement pas au traquenard politique qui dominait cette période et qui se caractérisait par une canalisation des énergies révolutionnaires vers le camp capitaliste dit « socialiste » et un appel à s'aligner derrière le Vietnam du Nord ou Cuba... Comme tant d'autres expressions militantes de cette période dans le monde, cette organisation est la rencontre sur le terrain de la lutte entre, d'une part, des prolétaires en lutte et, d'autre part, des petits noyaux politiques farcis d'idéologie bourgeoise, ici, anti-impérialiste. Marqués

À ce moment, dans sa pratique, il agit contre la politique et rompt avec son passé politicien. C'est d'ailleurs ce qui lui permet de prendre relativement distance avec sa propre idéologie « avant-gardiste armée » et d'affirmer : « On devient révolutionnaire dans les écoles, à l'armée, dans les prisons, dans les communautés, ou dans la rue. Pas dans une cellule clandestine²². »

Lorsque l'on s'obstine à mettre le cœur et l'intelligence au centre de toute question révolutionnaire, il n'est pas très difficile de saisir ce qu'il y a de profondément subversif à se regarder de temps en temps dans le miroir que représentent les autres. Ecouter les critiques et profiter d'un regard moins impliqué permet de mieux comprendre l'activité qu'on mène. S'ouvre alors parfois – comme ce fut le cas pour les *Weathermen* – la chance de *grandir* encore un peu. Il n'y a pas d'âge pour *grandir* et admettre ses erreurs. Seuls les réactionnaires se vantent de ne jamais revenir en arrière²³.

La révolution ne consiste pas à vouloir bouleverser le monde extérieur tout en faisant preuve d'un conservatisme extrême à l'égard de sa petite organisation personnelle.

Tout n'est que mouvement. Chaque désaccord, même s'il mène à une séparation, est avant tout une splendide opportunité de se remettre en question. Une occasion de plus pour tenter de résoudre cette équation à deux inconnues qu'est la vie sous le capital. Une équation compliquée qui conjugue le *combat collectif* contre le capitalisme à cette autre inconnue qu'est notre *existence immédiate*, cette présence éphémère sur terre que l'on voudrait aussi passionnante et satisfaisante que possible.

Négliger le combat commun, c'est renoncer à ce qu'il y a de chaleureux et d'intelligent dans ce qu'engendrent les rapports solidaires, c'est rater l'essence de l'homme, sa communauté, son être collectif, bref c'est rater sa vie. Mais se prétendre révolutionnaire tout en négligeant la passion avec laquelle chaque être est à la recherche de satisfaction personnelle, c'est retomber dans la politique et sacrifier sa vie.

C'est aussi une manière plutôt commode de ne pas se regarder en face : « Se dire révolutionnaire, s'occuper de la transformation de l'ensemble de la société, permet de faire l'économie de la transformation de sa propre condition

par cette idéologie extrêmement puissante, les *Weathermen* enfermèrent les actes de solidarité internationaliste qu'entendait poser le prolétariat à l'égard des luttes des prolétaires au Vietnam, dans une perspective d'appui aux États cubains et vietnamiens et donc de participation à la guerre impérialiste, par le choix d'un camp contre l'autre.

22. *Weathermen, Un nouveau matin, les temps changent*, décembre 1970.

23. Refuser de reconnaître ses erreurs manifeste la quintessence de la politique. Un des plus grands représentants de l'État en France, Napoléon Bonaparte, défendait « qu'en politique, il ne faut jamais reculer, ne jamais revenir sur ses pas ; se bien garder de convenir d'une erreur ; que cela déconsidère, que, lorsqu'on s'est trompé, il faut persévérer, que cela donne raison ». Cité par SEGUR, *Histoire de Napoléon*, VIII, 10.

et de ses illusions personnelles²⁴. » Il faut se méfier comme de la peste des « militants » qui, dans leur permanente revendication d'un bonheur pour tous, agissent comme si leur activité était un *sacrifice* au bénéfice des autres. Ce soi-disant *sacrifice* est une porte d'entrée très courue pour, en vérité, sacrifier impitoyablement les autres à ses propres besoins.

Le jeune Vaneigem ne dit rien d'autre lorsqu'il rédige son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre²⁵. »

La négation des désirs révolutionnaires individuels manifeste la rechute en politique, une des formes les plus dangereuses de la contre-révolution, comme le défend très clairement la revue *Le mouvement communiste* en 1973 : « (...) la non-prise en considération, ou pire : la répression, l'autocensure du besoin individuel du communisme, relèvent de la contre-révolution qui les enrôle au service d'une de ses formes les plus subtilement dangereuses – la politique. » Ou encore : « Tout individu capable de séparer ses désirs de son activité cesse à l'instant d'être subversif, et la politique menace aussitôt de l'engloutir²⁶. »

L'exemple des *Weathermen* témoigne de la faculté, pour toute association révolutionnaire, de ne pas se laisser « engloutir par la politique ». Accepter qu'un choix réfléchi, ou même une réaction d'instinct, puisse être à la base d'un départ militant, c'est rompre avec la manière dont le capitalisme investit tout rapport social, lui qui ne met les personnes en contact qu'au travers d'un *marché*. Les *Weathermen* rompent avec cet axiome de boutiquier qui situe *a priori* comme concurrent celui qui n'est pas d'accord. Et ils empruntent, de fait, la seule approche révolutionnaire des relations humaines : celle consistant à sonder *a priori* chez l'autre, non ce qui l'en sépare (ne pas appartenir à l'organisation), mais ce qui l'en rapproche (faire partie d'un même mouvement).

Ce renversement des *a priori* est d'une efficacité redoutable, y compris en situation de conflit.

Certains parmi nous l'ont également expérimenté. C'était au tout début des années 1980, dans un contexte sans doute plus favorable à la lutte de classes que le climat actuel. Des conflits étaient apparus au sein de notre regroupement. Mais lorsque l'ombre inquiétante de la scission avait fait son apparition, nous avons spontanément maintenu le fil de solidarité nécessaire qui nous unissait face au capital, et cela au-delà de nos désaccords. Concrè-

24. Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, *Le militantisme stade suprême de l'aliénation*, 1972.

25. VANEIGEM Raoul, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Éd. Gallimard, 1967.

26. *Révolutionnaire? (notes sur la subversion)*, Le Mouvement Communiste, n° 4, mai 1973, notes 27 et 32.

tement, chacun avait pris le temps d'exposer ses positions, elles avaient été publiées et discutées. Et au moment de la séparation, tous étaient d'accord pour diviser moyens techniques et financiers, conscients de l'importance pour chaque partie de pouvoir continuer à défendre ses pratiques et idées respectives. Bref, durant tout le processus de rupture, sur des aspects fondamentaux – et malgré les invectives –, *nous avions tenté de rester ensemble*.

La politique comme œuvre de police

À l'opposé, ne pas « rester ensemble » pour une association révolutionnaire, c'est trahir ses propres positions, sa propre communauté d'action. Il ne s'agit plus alors que d'une histoire de domestication politique. À petite ou grande échelle, lorsque des révolutionnaires en arrivent là, ils ne peuvent que dériver vers l'œuvre de police.

C'est ce qui s'est passé au sein de notre modeste *oasis*. Nous sommes partis d'un besoin réel *d'organiser nos ruptures*, mais nous avons fait de notre association²⁷ quelque chose de trop « sérieux », quelque chose qui nous a dépassés et est devenu, sous forme d'organisation politique, une fin en soi. Avec une structuration formelle et informelle²⁸, des dogmes et des interdits, et quelques mauvais rôles propres à la société du spectacle, des nababs, des lieutenants, des gratte-papiers... Une nano-cellule du monde de la politique dont la petitesse était sublimée par la hauteur d'un « Programme », une parole béatifiée, censée représenter la meilleure synthèse révolutionnaire « à ce jour ». Une petite tyrannie dont la mégalomanie finit par convaincre ses sujets que leurs révoltes valaient bien moins que « l'Organisation ».

Nous nous étions définis comme rebelles à tout ordre établi, mais l'organisation que nous avions créée pour faire grandir nos révoltes avait fini par dompter nos élans. Comme si, une fois créées toutes les conditions pour nous entraîner à la révolution, quelqu'un nous avait crié : On entraîne des

27. Sous la pression d'un contexte social très défavorable, ce qui n'excuse rien.

28. On connaît bien le danger propre aux organisations de type libertaires qui se prétendent *sans chef* puisqu'aucune structure formelle ne désigne ces derniers. En fait, c'est souvent derrière cette *absence de structure formelle* que les individus les plus moteurs structurent la direction qu'ils impriment, de fait, par leur influence et leur charisme. Le problème est, ici, qu'il s'agit d'une direction intouchable puisque non désignée. Mais les groupes qui ont une structuration très *formelle*, avec des responsables bien identifiés, n'empêchent en rien, l'existence d'une structuration « informelle » qui constitue ici aussi la véritable direction de l'organisation. En effet, il existe dans tout regroupement, une série d'accords non explicites entre tel ou tel, des rapports familiaux privilégiés, des complicités tacites, des consensus et des non-dits, voire parfois la reconnaissance inavouée d'un leader général... toutes choses qui ne tiennent aucunement compte des structures et fonctions existantes et qui, si elles ne sont pas mises à jour et affrontées pour ce qu'elles sont – la direction réelle de l'organisation – font, des structures de l'organisation, des paravents dissimulant les véritables chefs.

soldats ici, pas des rebelles!

Mais là où il y a des soldats, il y a une caserne. À ce stade – *stade suprême de l'aliénation militante* – la militarisation de la pensée est en marche. Toute opposition est perçue comme un ennemi mortel et on considère l'organisation comme une forteresse à défendre. Sortir de la forteresse, c'est courir le risque d'être abattu. Aux militants qui voulaient quitter l'organisation après la répression en Hongrie en 1956, le dirigeant du *Parti Communiste Français*, Jacques Duclos, déclarait : « En dehors du parti il n'y a rien, en dehors du parti tu es mort ! » Qu'ils se définissent d'extrême-gauche, anti-impérialistes, communistes, anarchistes, insurrectionnalistes..., à leur échelle respective, tous les regroupements qui se noient dans la politique finissent par développer les mêmes mécanismes paranoïaques et proférer les mêmes menaces à l'égard de ceux qui s'opposent ou mettent le doigt sur une dérive. Face à la divergence ou à l'opposition, la « forteresse » agite toujours les mêmes épouvantails : les ennemis, les infiltrés et les complots.

*Nosotros*²⁹ a dressé un bilan de l'expérience militante accumulée en Espagne entre 1996 et 2007 « parmi les anarchistes, les communistes et les autonomes qui gravitent autour de l'idée "d'insurrection" ». Ils décrivent quelques-unes des manœuvres de la direction de la CNT espagnole à l'encontre des membres de leur organisation – les *Jeunesses Libertaires* – perçus comme une menace : « ... manœuvres bureaucratiques, expulsions dans la plus pure tradition stalinienne, emploi systématique de la calomnie contre les dissidents, avec une prédilection pour l'accusation d'"infiltré" ... ».

Dans un texte produit par un groupe de militants sortis du *Courant Communiste International*, les auteurs décrivent la crise qu'a connue cette organisation entre 1993 et 1996 et les « techniques policières de harcèlement » auxquelles ils ont été soumis : « Très vite, un militant (...) fut accusé... Au fur et à mesure du "débat", il fut taxé d'aventurier, de franc-maçon, et pour finir de probable agent de l'État. Bref, depuis plus de vingt ans se cachait parmi nous un barbouze infiltré³⁰ ! »

Certains d'entre nous ont entendu mot pour mot les mêmes constructions

29. Les extraits cités sont tirés du texte « L'épidémie de rage en Espagne (1996-2007) ». Les rédacteurs de *Nosotros* s'adressent « à celles et ceux qui luttent contre les diverses formes de domination, et le font sans s'inféoder à des organisations qui les dépoussèdent de leur capacité d'agir et de penser ». Ces leçons ont été publiées en français dans la revue *Nous autres*, numéro 3, Printemps 2012.

30. Extrait de *Pourquoi sommes-nous sortis du Courant Communiste International?* Les auteurs présentent leur texte comme un « témoignage sur la machine à écœurer les militants et à détruire les personnalités ». <http://cerclEDEPARIS.free.fr/3.htm>. Les citations présentes dans ce texte ont été utilisées pour leur seule pertinence à illustrer les arguments ou les situations que nous exposons. Elles sont toutes accessibles publiquement et ne témoignent en aucun cas d'une adhésion au programme des groupes ou individus dont elles émanent.

délirantes à leur égard dès le moment où ils ont commencé à désobéir. Notre conclusion est qu'indépendamment des positions respectives des différents groupes, lorsqu'une organisation vit dans la gestion séparée de la vie, *dans la politique*, elle utilise les procédés bourgeois propres au monde de la concurrence capitaliste. Dans cet univers, celui qui manifeste un désaccord est un ennemi, point.

Dans le cadre de la politique *officielle*, l'opposant ultime est un « terroriste » ; pour la politique qui dérive d'une démarche révolutionnaire, c'est « un infiltré », un flic. Mais qu'il provienne du *grand milieu officiel* ou du *petit milieu révolutionnaire*, le monde de la *politique* a intrinsèquement besoin de personnages spectaculaires, de « flics » et « terroristes » qui doivent servir de repoussoir à leur audience. Au final, militants de la politique officielle ou de la politique « révolutionnaire », tous se retrouvent, bien malgré eux, dans la même incapacité, fondamentalement bourgeoise et conservatrice, à accepter qu'on puisse les défier.

Chercher à confiner l'énergie révolutionnaire entre les petits piquets qui balisent une idéologie conduit d'une façon ou d'une autre dans les bras de la politique. La révolution n'est que mouvement, processus, avancées, reculs, une matière sociale mouvante et indomptable. Ne pas en tenir compte et tenter de la figer sur un territoire ou dans un *Programme*, c'est voir inévitablement la réalité déborder du champ fixé. Et face au *débordement*, toutes les politiques ont toujours réagi de la même manière : elles ont fini par faire œuvre de police.

Encore une fois, au-delà des positions, de la plateforme ou de la pratique d'un groupe, c'est la manière dont il gère les désaccords et résout les conflits qui expriment sa vraie nature. De la même façon que, pour les êtres humains, les mots ne sont jamais aussi décisifs que le langage corporel, les positions théoriques n'ont aucun poids au regard du comportement pratique d'une association. C'est dans la pratique que se dévoile le camp auquel on appartient.

Le refus des contradictions profondément inhumaines du Capital – le rejet collectif de l'exploitation et de la violence qui l'accompagne – n'est crédible et n'a de poids réel, d'un point de vue révolutionnaire, que s'il se prolonge de l'ambition *d'accueillir* les désaccords et les divergences – les contradictions humaines – qui accompagnent inévitablement tout combat commun. Un accueil critique, certes, mais un accueil quand même, pas une dénonciation policière, pas un délire paranoïaque.

« Le communiste (...) est une tension entre le besoin de changer immédiatement sa vie et le besoin de préparer les affrontements futurs (...) Cette tension suppose un équilibre susceptible d'être rompu et de faire basculer l'individu ou le groupe dans un délire³¹. »

31. *Révolutionnaire? (notes sur la subversion)*, Le Mouvement Communiste, n° 4, mai 1973, note 73.

Les liens collectifs peuvent libérer ou aliéner. S'ils ne permettent plus à chacun de penser par soi-même, c'est qu'ils sont devenus des vecteurs d'oppression. Des rackets politiques. Et le dépassement de la politique passe également par la lutte contre ces rackets.

« Le prolétariat ne peut plus admettre aucune médiation entre lui et sa révolution, donc aucun parti autre que le propre mouvement de sa rupture avec le capital, et de sa propre destruction. L'autosuppression du prolétariat réalisera dans le même mouvement la destruction des rackets politiques, lesquels devront, face au prolétariat se reconstituant, s'unifier objectivement en un seul mouvement : celui de la contre-révolution universelle du Capital. Avec la fin du Capital, ce sera la fin de la démocratie, *la fin de la politique* et de son ultime contenu : le spectacle³². »

Les rackets politiques ne sont rien d'autre que des matérialisations de l'État. Et ils feront œuvre de police comme cela s'est passé à chaque fois dans l'histoire.

* * *

Le communisme n'est pas le *drapeau* de la révolution. Il en est le *contenu*. Affirmer la communauté humaine comme perspective ne suffit plus. Quelle que soit la force théorique ou la capacité d'action d'une organisation, ce qui détermine son caractère révolutionnaire est la *vérité pratique* de cette perspective. Et cette *vérité* n'est rien d'autre que la capacité de s'organiser sans reproduire les rapports toxiques propres au monde de l'argent. *Immédiatement*. Pas demain, pas dans le futur d'un communisme achevé.

Des hommes qui s'associent pour agir contre un monde fait d'argent et de soumission peuvent ne pas toujours défendre des *positions* révolutionnaires. Mais, du point de vue du communisme, ce qui reste déterminant est leur capacité à ne pas bureaucratiser leur combat et à maintenir intacte leur disponibilité à avancer, à s'ouvrir à de nouvelles ruptures, bref à défendre la communauté dans le réel et non dans un *Programme*.

A contrario, une organisation qui prétend posséder une théorie révolutionnaire tout en se braquant sur la moindre pensée « non conforme » surgissant en son sein est une organisation qui, du point de vue de la communauté, a purement et simplement enterré la lutte. Une association dont la dynamique interne réprime toute intuition, toute imagination, toute impertinence et qui ne se bat plus pour que ses membres agissent et pensent par eux-mêmes, est morte. Le refus maladif de concevoir et assumer pratiquement toute *divergence*, de quelque nature soit-elle, est la démonstration de sa rechute *dans la politique*.

32. BÉRIOU Jean-Yves, « Théorie révolutionnaire et cycles historiques », postface à NIEUWENHUIS F. Domela, *Le socialisme en danger*, Éd. Payot, 1975, p. 242. Réédité en brochure par *La Sociale* à Montréal en 2000 et 2013. *Les italiques sont de l'auteur*.

c'est-à-dire dans l'idée qu'il vaut mieux laisser des spécialistes décider de la gestion de nos vies car ils savent bien mieux que nous ce qui est bon pour nous.

Pratiquement, ce qu'une telle attitude suppose – sa conception sous-jacente –, c'est que les avancées (du mouvement, de l'organisation, de l'humanité) sont le résultat d'une pensée achevée, une pensée pure autour de laquelle se regrouper et dont il ne faut pas dévier. La boucle est ainsi bouclée. Si la pensée est tout, il vaut mieux la laisser à ceux qui en ont fait une spécialité. Puisque le parti « révolutionnaire » concentre la pensée juste, il faut donc se regrouper autour de la pensée du parti et de ses dirigeants les plus « révolutionnaires ». Diverger de cette pensée, c'est dévier du parti, et vice versa.

L'État capitaliste fait œuvre de police, de cette façon, depuis des siècles. Il s'agit toujours de *penser juste*. « Démocratiquement » ou « révolutionnairement », mais *penser juste*. L'Idée et la Raison tyrannisent nos existences en cherchant à contenir dans des raisonnements imposés, dans des structures mentales emmurées, l'audace et l'inventivité dont font preuve nos pratiques sociales.

La reproduction de cette répression étatique à l'échelle d'une organisation « révolutionnaire » se manifeste par la production d'habitudes mentales cimentant progressivement la pensée collective en une sorte d'opinion publique docile, jusqu'à transformer nos *oasis* en casernes.

Même si cela a été dit mille fois, il est encore bon de rappeler que le communisme n'est pas une *idée* révolutionnaire. Il est une *pratique*.

L'éternelle revanche de la révolution contre le stalinisme

L'ancien militant de *Lotta Continua*, Erri De Luca, répond judicieusement à la façon dont l'État a rebaptisé la période de lutte des années '70 en Italie. Ce ne sont pas des *années de plomb* (de la « violence armée ») mais, dit-il, des *années de cuivre* « car il y avait comme un fil de métal conducteur à travers lequel se propageait chaque lutte, chaque engagement, chaque fierté. »

L'énergie révolutionnaire qui circule sur ce « fil de métal conducteur » et relie *luttés et engagements* est le véritable moteur de l'associationnisme. Cette énergie témoigne d'une volonté spontanée de se rassembler, d'être et agir ensemble, qu'aucun parti, aucun leader charismatique n'a créée. Ce mouvement réel, non *construit* par la politique, n'est rien d'autre qu'un élan de l'humanité déshéritée qui cherche à reprendre sa vie en mains, pour penser et agir par elle-même, sans aucune médiation. C'est de ce *fil conducteur*, de cette propagation d'une énergie où l'humain remet ses besoins au centre de la vie que se développe l'associationnisme, reflétant, tant dans son opposition au monde de la séparation que dans la tendance spontanée à se regrouper, la communauté humaine en train de se reconstituer.

Mais avec la fin des *années de cuivre* et l'effondrement de l'associationnisme, la politique fait un retour triomphal. Comment résister à cette idée

tellement séduisante que rien ne changera « tant que nous resterons unis » ? Que notre programme reste le même, et qu'il faut se ranger derrière ceux qui donnent les explications les plus éclairantes de cette nouvelle phase ? Bref, sans la critique en actes qui était opérée par un large mouvement de lutte, et qui est maintenant remplacée par les explications que nous donnons sur son reflux, comment maintenir des liens qui demeurent vivants, contradictoires et non religieux ?

Le *fil de métal conducteur* qui nous reliait est devenu de plus en plus ténu, puis il a fini par se briser. Le problème est que pendant tout un temps nous avons voulu faire comme s'il était encore là, comme s'il circulait encore entre nous. Comme si ses reflets cuivrés continuaient à inspirer nos activités. C'est à ce moment-là sans doute, que nous avons appris à mentir. Comme si chacun refoulait volontairement la conscience que cela ne fonctionnait plus, que quelque chose était brisé, mort. En riant de ceux qui nous quittaient, nous nous *mentions*. Volontairement. Et nous apprenions à vivre dans cette sorte de *double pensée* dénoncée par Orwell. Comme si nous avions pris son roman, *1984*, pour un mode d'emploi³³.

Forcément, la religiosité qui caractérisait désormais nos rapports ne fonctionna qu'un temps. Les différents auteurs de ce texte ont tous quitté les groupes dans lesquels ils se trouvaient dans des circonstances différentes. L'atmosphère malsaine du familialisme a fini par étouffer certains d'entre nous. Pour d'autres, c'est le mépris des relations humaines qui a servi de déclencheur. Pour d'autres encore, le dé clic s'est produit à l'occasion d'une maladie ou par manque flagrant de solidarité. Mais indépendamment du déclencheur spécifique, chaque compagnon en rupture a dû, à un moment ou un autre, se battre contre le processus de *déshumanisation* qui s'était engagé en lui-même, et prendre conscience dans ce combat, qu'il était complice de ce qui lui arrivait.

Faire preuve d'imagination

Coincés dans une caserne dont nous avons nous-mêmes dressé les murs, nous avons fini par nous demander ce qui se trouvait de l'autre côté. Sans trop réfléchir, nous avons désobéi et avons été projetés, après tant d'autres, dans le rôle de parias, de déserteurs.

L'expérience révolutionnaire enseigne que la seule façon de sortir d'une caserne, qu'elle soit d'ordre religieux, familial, militaire ou politique, est de

33. « Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. » (1984, Georges ORWELL)

faire preuve d'imagination. Arrêter de refouler les questionnements. Repousser la peur et laisser émerger les interrogations. Affronter les fragilités refoulées. Quant on se trouve au beau milieu d'une garnison qui marche au pas, l'audace révolutionnaire consiste à prendre le risque de laisser remonter à la surface ce qui est exilé en nous. Même si c'est juste pour tenter un *entrechat*...

À l'adresse de tout qui se réveillerait un beau matin au son du clairon en se rendant compte qu'il est désormais coincé dans une oasis entourée de gigantesques murs, la première chose à faire est de rompre. Il n'y a pas de mode d'emploi. Il faut sauter le mur, déserteur, partir... Désobéir aux « honnêtes gens » – ici, les « bons militants » bien intentionnés. Remettre sa propre imagination au pouvoir et partir à la recherche de sa révolte originelle, sans plus attendre les instructions d'un quelconque « comité central ».

Rompre. Si le constat est que l'association repose désormais sur le sacrifice et le martyre, si le départ de militants est devenu le drame central autour duquel tourne l'organisation, si le sarcasme a remplacé l'explication, bref, si la politique a repris le dessus, il n'y a plus rien à faire, c'est mort. Inutile d'essayer de *redresser* l'organisation, il faut l'abandonner.

Mais la rupture ne s'arrête pas là. C'est un processus à peine enclenché, au cours duquel – et c'est une étape importante – il faut accepter un temps de *se perdre*. C'est aussi cela, faire preuve d'imagination. Consentir qu'une possibilité existe de vivre autre chose, en dehors de la réalité qui nous structurerait jusque là. Il faut *se perdre* car il est impossible, après avoir vécu des mois, des années, voire des décennies dans une même association, de s'en aller en croyant posséder toutes les réponses et un plan précis pour l'avenir. Tout comme le soldat déserteur qui refuse de tirer sur ses frères et s'en va seul dans un *no man's land* inconnu, il faut avoir le courage de *dérivée*, de se laisser surprendre par la rencontre inespérée d'une solidarité possible derrière des portes inconnues.

Rompre, c'est quitter l'organisation. S'éloigner de sa logique, de ses ordres, de son chemin idéologique tout tracé, c'est approfondir cette rupture et lui donner progressivement de l'épaisseur. Mais l'aspect le plus complexe, le plus dur consiste à se libérer des contenus et formes qui, à force d'être répétés, ont fini par nous envahir et modeler notre être. Comme une sorte de plastique « organisationnelle » qui nous colle encore à la peau, aux yeux, au cerveau et sur tout le corps. Pour s'en débarrasser, rien de mieux qu'imaginer une suite à l'histoire. Sous forme de questions, peut-être. Ou d'affirmation, pourquoi pas? Comment rejoindre la révolution qui a continué son chemin pendant que nous suivions la mauvaise direction? Comment la rattraper, maintenant que nous sommes sortis de l'impasse? Et quel rôle jouer?

À force d'imagination, la rupture s'accomplit et une certaine distance s'établit enfin avec le passé. On constate avec surprise qu'on n'est pas seul à avoir vécu le « mensonge déconcertant » au cours duquel nous avons *déporté* nos combats. On constate qu'on est nombreux à avoir vécu la même chose, dans

tant de situations tellement différentes, mais finalement toutes semblables. Et c'est essentiel d'en parler. Nous ne tirons pas les mêmes conclusions, nous ne tombons pas tous d'accord et c'est tant mieux : cela signifie que nous sommes libérés de l'obsession d'avoir une seule et même parole.

Pour prendre une distance définitive avec le sectarisme, le renfermement sur soi et la révolution trahie, rien de mieux que la reprise de contact avec le terrain de la lutte de classe. C'est là qu'on remarque le temps perdu, les fourvoiements et les dérives. C'est là surtout qu'on constate le décalage entre l'action et l'activité de réunion consistant à fantasmer cette action, entre la simplicité de l'action et la complexité des heures perdues à l'imaginer politiquement « pure ». C'est de ce seul terrain que naît l'« union grandissante », seule façon pour les exploités d'affirmer le besoin d'un monde sans argent.

Et puis enfin – témoin de l'approfondissement de la rupture –, dans les nouvelles associations qui voient le jour, l'imagination reprend la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre mais que la profession de foi politique avait confisquée. Et cela se retrouve dans les formes. On se rend compte que la « vérité des faits » n'existe pas en soi et que seul l'imaginaire les investit de sens. « L'imagination n'a pas seulement une fonction esthétique, mais aussi éthique. Littéralement, il faut *inventer la réalité*³⁴. » C'est ce dont témoignent toutes les contradictions au monde convenu de l'argent, depuis les actions *situationnistes* en 1968 jusqu'aux publications révolutionnaires en 1917 (telle la revue *Die Aktion*), de la créativité des actions de sabotage des ouvriers de Lordstown en 1970 aux États-Unis aux *invisibles* actions portées dans les rues de Varsovie, dans les mêmes années, par de jeunes activistes. Tout comme des romans comme *Catch 22* ou encore *Abattoir 5* sont des mensonges (des fictions) qui disent la vérité³⁵, rompre avec la politique c'est rompre également avec la croyance que, pour être *vraie*, la critique de ce monde doit se présenter aussi sérieusement qu'un rapport de police ou une ordonnance du médecin. La révolution explose les formes et débride l'imagination, et ne permet pas à l'académisme de museler de sa platitude l'élan vital de ceux qui se battent pour un monde où le mot *travail* aura définitivement été banni, et où les termes *jeu* et *activité* ne formeront plus deux réalités séparées.

34. LEYS SIMON, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Éd. Flammarion, coll. « Champs essais », 2014, p. 28.

35. 1984, le roman de science-fiction de Georges Orwell, retrace bien plus fidèlement la « vérité » *terroriste* du capitalisme que les kilomètres de pages indignées qui sortent chaque année pour décrire ses « abus ». L'utilisation de la fiction permet de traduire beaucoup plus intimement – au moyen de personnages et de dialogues qui transforment la pensée en chair – l'univers anxiogène que génère la *vie perdue à la gagner*, l'enfer relationnel qu'impliquent ses rapports sociaux, l'emprisonnement dans l'idéologie qui en découle, l'aberration de notre situation de spectateur, etc.

3. La révolution ne nous appartient pas, elle nous traverse

J'avais l'impression que la vie devenait véridique, comment t'expliquer cela? (...) Montse se souvient qu'un jour où elle musarde avec Rosita le long d'un boulevard, un attroupement insolite devant la banque Espirito Santo attire son regard. Les deux s'approchent du cercle des curieux et ce qu'elles aperçoivent les frappe de stupeur : quatre hommes entourent un brasier dans lequel un cinquième jette des liasses de billets, et personne n'a l'idée de les empêcher (...) Alors, elles qui ont été élevées dans le souci continu d'économiser trois pesetas (...) elles considèrent ce jour-là que cet événement, pour stupéfiant qu'il soit, est dans l'ordre des choses, comme du reste tout ce qui advient en cet été 36, cet été où tous les principes se renversent, où tous les comportements se renversent, où tous les sentiments se renversent, faisant basculer les cœurs vers le haut vers le ciel...

Lydie SALVAYRE, *Pas pleurer*

LE CAPITALISME impose partout sa loi.

Il ne se résume pas à l'existence de cyniques exploiters et de policiers endoctrinés. Sa domination s'étend à tous les aspects de notre vie. Nous agissons « *capitalisme* », nous pensons « *capitalisme* », nous nous comportons « *capitalisme* ».

Notre prétention à être *libre* de nos décisions n'est la plupart du temps qu'une vaste illusion.

Nous estimons choisir *librement* une marchandise, mais ses couleurs et son design, son odeur parfois, ont été étudiés par des marchands pour nous piéger. Les rois du commerce ne laissent pas le choix. Nous croyons désirer quelque chose de manière complètement indépendante mais nous ne faisons que reproduire, à notre insu, leurs désirs, leurs besoins.

Face à la torture du travail, nous pensons résister à l'exploitation en nous syndiquant. Dans les faits, nous réalisons le souhait de l'État qui veut disposer d'un *interlocuteur* et retrouver face à lui, non pas un adversaire social mais un *partenaire*. Quelqu'un qui accepte de négocier cette marchandise particulière qu'est la force de travail en respectant les règles du marché. Nous croyons *sincèrement* nous regrouper pour être plus forts et solidaires face au marché mondial, mais en nous syndiquant, en acceptant de *déléguer* nos résistances, nous en reproduisons les lois.

De la même manière, nous pensons participer *volontairement* au développement d'un choix collectif en adhérant à un parti ou en votant pour un candidat, alors que nous ne faisons que nous déposséder de toute possibilité d'agir directement par nous-mêmes. Et nous reproduisons le monde tel qu'il est.

La *volonté* d'agir contre le capital ne suffit pas. Pour résister à son emprise, il faut commencer par s'organiser de façon autonome, en dehors de toute *institution* bourgeoise – parti politique ou syndicat –, en dehors de toute *initiative* bourgeoise – élections, pétitions... En dehors de l'État, cette force fondamentale de conservation de l'ordre capitaliste organisée en puissance répressive, et qui ne se limite pas à la force armée et à la police. Car si le *maintien de l'ordre* s'exerce bien sûr par le recours aux élections ou au putsch armé, il est également assuré par la diffusion des idéologies et des religions, par le contrôle de l'enseignement et des divertissements, par l'exaltation de la culture populaire et du sport... et par la *politique*.

S'organiser contre l'État, c'est donc aussi s'organiser contre la politique.

Aujourd'hui, la *politique* est le moyen par lequel l'État confirme la dictature de l'économie sur le monde en neutralisant toute possibilité pour l'humanité d'exprimer des besoins contraires à ceux du capital. La politique maintient les exploités à l'écart de toute décision concernant leur existence. Soit en les excluant purement et simplement du processus décisionnel. Soit en les domestiquant de telle façon qu'ils reproduisent les schémas dominants en participant aux initiatives de « collaboration » mises en place par la classe dominante pour confirmer son pouvoir. Avec ses fêtes électorales et ses coups d'État, avec sa polarisation entre une « gauche » et une « droite », avec ses interdictions de fumer et ses droits de port d'armes, avec ses syndicats, ses partis, ses associations, son tri des poubelles obligatoire et la liberté de se prostituer... la politique est le moyen qu'utilise la bourgeoisie pour confirmer sa puissance en maintenant ceux qu'elle exploite sous sa coupe. On laisse l'exploité discuter de « droits et devoirs », on le distrait avec des pétitions et des référendums, on l'encourage à s'indigner d'un fait divers, à soutenir tel ou tel parti, à voter pour tel ou tel syndicat, mais sans jamais lui permettre de remettre en question sa condition sociale d'exploité. Il peut se plaindre de payer trop d'impôts et revendiquer des droits, mais il doit continuer à accepter de produire de la plus-value. Tout est discutable... tant que cela demeure dans le cadre des « droits et devoirs » et que l'on ne remet pas en question le monde de la propriété privée et de l'exploitation.

La politique est le terrain que la classe dominante a mis en place pour discuter des clés de son propre futur, pour assurer l'avenir de *son* économie, de *son* capitalisme, et gérer les contradictions que cette domination inévitablement fait surgir. Souscrire à l'espace politico-démocratique mis en place par l'État, c'est accepter de discuter de la sauce à laquelle le prolétariat sera mangé, pas de la brutalité qui le dévore. Car sur le terrain de la politique, la

condition d'exploité est uniquement *négociable* (comme toute marchandise, la force de travail a le droit de revendiquer un « prix plus juste »), on ne remet pas en question sa qualité d'exploité.

Si l'on considère comme acquis la nécessité de s'organiser en dehors des champs que l'État et la politique prévoient pour nous piéger, encore faut-il maintenir cette autonomie par la suite.

Car le fait de nous organiser par nous-mêmes n'empêchera pas la logique propre au monde de l'argent – la concurrence, l'individualisme, la division des tâches... – de continuer à exercer sa terrible pression au sein même des forces que nous avons constituées pour le nier. Il ne suffit pas de mettre sur pied une organisation ou un groupe qui ne soit pas un « parti politique », il faut lutter sans relâche *contre la reproduction de la politique* en son sein.

S'organiser contre la politique signifie lutter à chaque instant contre la reproduction – en nous, dans notre relation aux autres, et dans nos associations donc – du mode de vie de la marchandise, la reproduction de la concurrence entre les hommes, des séparations entre pensée et action, de la fragmentation des tâches, des clivages entre intellectuels et exécutants, entre éducateurs et éduqués, entre formateurs et « formatés »...

En d'autres mots, affronter *la politique* signifie se battre en permanence pour que le monde de l'argent ne reproduise pas ses tares au sein des initiatives que nous prenons pour le renverser.

Mais l'argent, cet être profond de la société actuelle, est-il à ce point puissant qu'il parvienne à s'infiltrer et répliquer ses virus, non seulement dans les idéologies, mais dans la façon même dont les hommes cherchent à s'opposer à lui ?

L'argent comme fausse communauté

L'argent s'est naturalisé comme l'air, l'eau ou la terre. Sa logique – une logique née d'un monde fait d'acheteurs et de vendeurs, de marchés et de concurrents – s'est ancrée à tel point dans nos comportements et mentalités qu'on la retrouve dans tous les aspects de la vie.

L'argent est devenu la seule communauté qui, en reliant de plus en plus intimement les hommes, a fini par les dominer totalement. Pire, à les *subsumer*, à faire de l'humanité toute entière une sous-catégorie qu'elle surplombe et intègre, une sorte de réceptacle de ses échanges marchands, une masse organique imprégnée de ses besoins de croissance. L'argent, comme communauté d'échange, a envahi l'ensemble des espaces de pensée, d'activité et de relation des êtres humains. Nous sommes réduits à l'état de *vendeurs* et d'*acheteurs*, désormais enchaînés dans une relation marchande indissoluble. Il n'existe aucune autre mise en relation aussi puissante. L'argent met en contact le plus petit producteur de l'endroit le plus reculé du globe avec les capitalistes

multinationaux les plus puissants de la terre. Il tisse ses fils, presque invisibles, dans tout rapport humain.

Il rapporte à un dénominateur commun les petits dealers de banlieues et les omnipotents propriétaires de paradis pétrolifères. Il étire dans un même *Sainte Entente commerciale* les acheteurs d'armes des « États voyous » et les marchands de canons des « vertueuses démocraties ». Il place sur un pied d'égalité les *petits épargnants éthiques* soucieux de leur *empreinte écologique* et les gros industriels, acheteurs de *droits de polluer*. L'argent relie, unifie, met en commun, tisse les mailles d'un rapport social qui nous veut tous libres d'acheter et de vendre. Il parle. Il s'exprime par la voix des banquiers, des responsables politiques ou des concierges avisés. Il fourre son nez partout, jusque dans nos émotions. Il plaque une grimace collante et factice – le sourire du vendeur – sur nos visages grotesques d'employés, forcés de saluer avec entrain tous les péquenots qui franchissent le seuil du magasin. L'argent rend même l'esclave souriant. Il réussit à étire dans un même sourire puant, dans une même poignée de main pornographique, employeurs et employés, vendeurs et vendus, exploités et exploités.

L'argent s'est à tel point imposé comme destin commun, que rares sont ceux qui arrivent, ne fût-ce qu'à *concevoir*, qu'une autre relation entre les êtres ait pu exister dans l'histoire des hommes. Quant à *imaginer* que le devenir humain puisse être basé sur une autre toile que celle qu'il a tissée, cette pensée semble encore plus délirante que celle qui nous assure qu'il existe un paradis après la mort...

L'argent est la seule communauté du monde actuel, même si du point de vue de l'être humain, il s'agit d'une vraie... *fausse* communauté, faite de prédateurs et de proies³⁶.

Si on veut *s'organiser contre la politique*, contre cette capacité qu'a le capital de continuer à dominer nos vies, y compris lorsque nous nous associons pour le combattre, nous devons commencer par *reconnaître la véritable puissance du monde de l'argent*. Toute révolte contre l'exploitation, le sexisme, le racisme, la destruction de la nature, toute remise en question sérieuse du travail, de la famille, de la religion, de la science... passe inévitablement par une action

36. Une *fausse communauté* car à sa racine on ne retrouve pas l'homme et ses relations mais les besoins de l'économie. *Fausse* car ce n'est pas le devenir de l'espèce humaine qui anime la communauté de l'argent mais sa valorisation, c'est-à-dire ses propres besoins de croissance. L'argent, qui doit devenir toujours plus d'argent, est une communauté de marchandises, une communauté qui a engendré, au fur et à mesure de son développement, une scission entre ceux qui ont accumulé (par la violence) d'énormes capitaux et ceux qui ont été expropriés de tout pour n'être plus propriétaires que de leur seule force de travail. Si l'argent relie les hommes, c'est donc en tant que catégories aux intérêts parfaitement opposés, en tant qu'exploiteurs et exploités. Du point de vue de l'être humain, du point de vue de l'espèce humaine, de l'être collectif et solidaire, l'argent « relie » les hommes, oui, mais exactement de la même façon que la chasse à courre « relie » les chiens et le cerf.

à la racine de ces phénomènes, par le fait de *s'organiser contre cette puissance, contre le capital*.

Espérer changer l'école, par exemple, ou toute autre entreprise d'assujettissement des hommes en vue de leur exploitation, sans remettre en question l'État capitaliste est un leurre. L'école – comme toute institution bourgeoise – est un passage indispensable pour écraser l'humanité encore indomptée qui se dégage des enfants et les préparer au monde de l'argent. Thomas Bernhard a raison de dire que l'école est « un institut pour l'anéantissement des êtres humains³⁷ ».

Mais une fois reconnue la puissance de l'argent, une fois identifié le pouvoir du mouvement qui veut que la valeur ne cesse de croître, une fois constatée la force et la violence du Capital, rien n'est résolu. Savoir qu'une association révolutionnaire n'est jamais à l'abri de la concurrence capitaliste nous rendra sans doute plus prudents, mais à quoi s'attacher de concret? Comment combattre dans la pratique cette pression continue que le monde de l'argent exerce sur nous?

Dépasser l'âge marchand

Évidemment, rien ne remplacera jamais la révolution sociale. Il n'est de résistance à l'argent plus efficace et profonde que le mouvement même par lequel l'humanité exploitée tente d'affirmer ses besoins. Comme lors des mouvements révolutionnaires en Espagne en 1936 :

« Ici, à Fraga [petite ville aragonaise (*NdÉ*)], s'il prend à quelqu'un la fantaisie de jeter des billets de 1 000 pesetas dans la rue, personne n'y prêterait attention. Rockefeller, si vous veniez à Fraga avec tout votre compte en banque, vous ne pourriez même pas vous payer une tasse de café. L'argent, votre serviteur et votre Dieu, a été chassé de notre ville et le peuple est heureux³⁸. »

Dans ces moments-là, la façon dont les hommes s'associent dans leurs combats est déterminante. Alors comment faire pour ne pas reconstituer des médiations politiques?

Il n'y a évidemment pas de miracle. Imaginer constituer l'association parfaite, fonctionnant autour de rapports épanouis et vrais, c'est prendre un ticket pour *Alice au pays des sectaires*. On sait qu'une organisation se donne vite pour priorité d'assurer sa pérennité. Et on connaît maintenant trop

37. « L'école est une école d'État, où les jeunes sont transformés en êtres humains de l'État c'est-à-dire en galopins de l'État et rien d'autre. Quand j'allais à l'école, j'allais à l'État, et comme l'État anéantit les êtres humains, j'allais à l'institut pour l'anéantissement des êtres humains. » BERNHARD Thomas, *Alte Meister: Komödie*, 1985.

38. *Die Soziale Revolution*, n° 3, janvier 1937. Cité par BOLLOTEN Burnett, *La Guerre d'Espagne, Révolution et contre-révolution (1934-1939)*, Éd. Agone, 2014, p. 113.

bien les dérives glaçantes des Partis et États du *Meilleur des mondes* ou du *Socialisme réel* pour ne pas comprendre que tout ce qui s'édifie *positivement* dans la société capitaliste, même quand c'est pour la combattre, tend à en faire partie. Le prolétariat est le négatif de cette société. Mais justement, dans ce *négatif*, dans l'action que nous menons *contre* le monde de l'argent, nous sommes à la recherche d'une autre vie, d'un autre type de rapports humains. Nous ne pouvons nous inspirer que de cette recherche.

Pour nous armer contre l'État et sa politique, pour éviter que concurrence, hiérarchie, clientélisme, campagne électorale, ne viennent s'imposer dans nos associations, nous devons fouiller la perspective que le dépassement du capitalisme laisse entrevoir. Cette perspective – la société sans classes – définit la façon dont nos regroupements luttent contre une réalité faite de prédateurs et de proies. Une perspective dont il faut parler. Une perspective à la fois *très simple* et *très complexe*.

Très simple, puisqu'il s'agit essentiellement pour l'humanité de redevenir un être social, de ne plus être socialisée par le capital, mais par la communauté des hommes.

Très compliquée car dans le développement de nos combats, on nous opposera systématiquement les mêmes arguments « pleins de bon sens » pour refuser que nous prenions nous-mêmes, comme communauté, nos vies en main : *maintenant que vous nous avez aidés à défaire le pouvoir, il faut laisser la place à des personnes habituées à gérer ces aspects, à des spécialistes, à des réalistes. Il faut à nouveau distribuer des rôles, séparer les révolutionnaires, armer les premiers et faire travailler les autres, laisser décider les personnes compétentes, etc.*

En 1936, les paysans espagnols brûlent l'argent dans les campagnes, mais la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI) appelle, en tant que direction politique, à ne pas brûler les étapes et freine le mouvement, lui propose ses propres objectifs. La même année, moteurs du mouvement révolutionnaire à Barcelone, le prolétariat prend les armes, sans grades et sans officiers – il détruit l'armée donc, comme force de l'État – mais le *Partido Comunista de España* (PCE) et la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) appellent très vite à rétablir la hiérarchie, à obéir à un commandement central, bref, à reconstruire l'État que les exploités sont en train de détruire, et à se remettre au travail. Et avec l'État et ses médiations, l'autonomie s'en va...

La politique est exactement cela : la capacité à réintroduire une séparation entre ceux qui agissent et ceux qui réfléchissent, entre ceux qui se battent et ceux qui disent comment se battre, entre ceux qui pensent et ceux qui disent comment penser. La politique est l'ennemi de toute aventure révolutionnaire car elle ramène dans une sphère particulière – un parti, un parlement, un syndicat – ce qui concerne la communauté en lutte dans son ensemble.

Cette tension entre *politique* et *autonomie* est le câble tendu sur lequel se tiennent en équilibre précaire les *organisations* dans lesquelles nous nous

rassemblons pour lutter.

Reste à insister sur ce point. Lutter contre la politique ne signifie pas refuser de s'organiser, de s'associer, de se regrouper. Nous ne confondons pas notre rejet de la politique avec le refus de s'organiser.

S'associer comme exploités, comme ennemis du capitalisme, s'organiser comme amants de la communauté, du communisme, de l'anarchie, représente la voie naturelle par laquelle s'amorce la destruction du *vieux monde*.

Face à l'argent, face au capital et à la société de classe, les révoltés ont de tout temps cherché à défaire le *rapport social* qui niait leur humanité. Et à s'organiser dans ce but. Que ce soient les esclaves qui ne voulaient plus être esclaves au temps de Spartacus ou les prolétaires qui ne voulaient plus être prolétaires pendant la Commune de Paris ou encore les soldats révolutionnaires russes et allemands qui ne voulaient plus être de la chair à canon et fraternisaient pendant la « Grande guerre », les exploités du monde entier ont rappelé à chacun de leurs pas que, quoi que réussisse à imposer cette *fausse communauté* qu'est l'argent (et son État), « l'être humain est la véritable communauté de l'homme », sa *Gemeinwesen*, son être collectif. Et sous le capital, c'est un être qui déjà s'organise, qui définit des critères, prépare son dépassement, son élargissement.

Le *refus de s'organiser*, associé idéologiquement par certains groupes au rejet de la politique, est un contre-sens. Il est sans doute entretenu par l'une ou l'autre déception face aux échecs et ruptures que toute expérience charrie, mais la conclusion est absurde. Une indigestion, quand bien même serait-elle d'ordre *organisationnel*, doit conduire celui qui l'a vécue à faire attention à ce qu'il « avalera » la prochaine fois, mais certainement pas à refuser de s'alimenter à cette nourriture essentielle que sont les autres.

De toute manière, personne ne décide de « l'organisation ». Elle ne se construit pas, elle se développe spontanément en fonction de l'état de la lutte de classes.

La question n'est donc pas de refuser de structurer nos forces sous prétexte que la récupération bourgeoise finit par détruire toute tentative de s'associer – une argumentation aussi stérile que de refuser de mettre au monde des enfants parce qu'ils sont de toute façon destinés à disparaître – mais bien de se battre pratiquement contre les inévitables tentatives de l'État de réduire l'organisation spontanée du prolétariat à un nouveau parti, à *de la politique*.

Se battre pour comprendre et changer le monde passe forcément par l'associationnisme révolutionnaire de ceux qui ne veulent plus être ni exploités ni opprimés.

L'organisation serait-elle toxique ?

La critique de la politique et les échecs répétés de tant d'organisations ont cependant fait douter de nombreux révolutionnaires : « l'organisation » ne serait-elle pas toxique en tant que telle ?

La question est très mal posée car elle dissocie « organisation » et « communauté ».

Or, du point de vue de la transformation du monde, comment parler pertinemment « d'organisation » sans se référer d'abord à la communauté humaine, au communisme, c'est-à-dire à une société désobstruée du bric-à-brac capitaliste et de ses fonctionnaires, de sa police, de sa manie administrative, de son besoin de hiérarchie, de sa concurrence... bref, de tous ces éléments déshumanisants qui interfèrent de façon décisive dans les tentatives actuelles de nous organiser ? Plus concrètement, comment affronter valablement le problème de « l'organisation » aujourd'hui, si on ne part pas d'une vision de la société libérée des aspects qui, précisément, rendent nuisibles les organisations politiques du monde actuel ?

Du point de vue du communisme, du point de vue d'une société sans classes sociales, sans exploitation, sans travail, ni famille ni patrie, sans État, sans guerres..., dissocier « organisation » de « communauté » est un non-sens. Une existence comme communauté humaine suppose nécessairement une « organisation » qui lui donne corps et cohérence. Que l'on se réfère à un futur sans capitalisme où l'on se serait enfin débarrassé de tout État, ou que l'on s'inspire des traces de *société sans classes* que nous ont laissées les communautés premières, le communisme ne peut faire l'impasse de l'organisation. Toute humanité, toute vie en communauté coïncide avec un niveau de structuration de cette communauté.

L'organisation n'est donc pas un choix, c'est un fait social, historique, lié aux hommes et à leur monde.

Nous ne parlons évidemment pas d'une « organisation » sur la communauté, mais bien de la manière dont la communauté s'exprime à travers sa structuration, son existence. Nous nous référons à l'organisation « de » la communauté, à son existence profonde. Et encore une fois, à ce niveau, communauté et organisation sont indissociables. Car l'homme est un animal social. Il n'affronte pas seul ce qui l'entoure. Toute son existence se définit par sa sociabilité, par sa capacité à vivre avec les autres et à s'organiser pour rendre cela possible.

Du point de vue du communisme, définir en soi « l'organisation » comme la manifestation d'une tare est aussi ridicule que de condamner le « corps » humain en tant que véhicule de l'inhumanité du monde que nous connaissons.

Le problème n'est pas de savoir si oui ou non une communauté d'hommes doit « s'organiser » — une question de « forme » donc —, le problème est de déterminer le « contenu » que recouvre l'organisation d'une communauté

d'êtres humains.

Dans la réalité, chaque lutte du prolétariat est un mouvement vers la communauté et l'organisation qu'il donne à ces mouvements tend directement à ce but. La question n'est donc pas de savoir si la communauté est organisée, mais *comment*?

Une fois établi qu'*organisation* et *communauté* sont deux aspects d'un même être collectif, reste à comprendre l'espace dont disposent les révolutionnaires pour « s'organiser » aujourd'hui, sous le règne du capital.

Dans le cadre actuel, c'est évidemment compliqué puisque la question de « l'organisation » se pose dans une situation où domine la communauté de l'argent. En nous associant, aujourd'hui, nous ne nous regroupons pas directement comme *communauté communiste*, mais comme êtres humains en révolte contre l'actuelle communauté de l'argent, et qui cherchent à imposer le communisme. Quand bien même cette fraction s'affirme comme organisation *contre* le capitalisme, quand bien même elle se définit comme organisation *communiste*, elle n'en demeure pas moins soumise à la seule communauté dominante aujourd'hui, la communauté de l'argent. Une communauté qu'elle remet en question comme fraction communiste, une *fausse* communauté qu'elle entend nier, c'est vrai... mais qui continue à déterminer l'essentiel de son développement et de son existence, tant que le rapport social capitaliste n'a pas été mondialement détruit.

Membres d'une association révolutionnaire, nous sommes confrontés à une situation où les valeurs capitalistes, bien qu'on les combatte, « collent » littéralement à nos corps, à nos langues et aux dérisoires moyens actuels que nous utilisons pour nous en libérer. Nous haïssons le travail, l'exploitation, oui, mais nous sommes contraints de nous y soumettre pour nourrir nos enfants. Nous nous battons contre l'argent, oui, mais nous ne pouvons survivre que si nous en possédons une certaine quantité. Nous nous organisons contre la domination bourgeoise, oui, mais nous sommes englués dans sa manière de penser, dans ses comportements sociaux, dans ses idées dominantes.

Comment vivre et lutter alors, sans reproduire les rapports de concurrence dans lesquels nous sommes immergés?

Bien sûr, nous cherchons à ne former qu'un seul être, tout entier consacré à une autre façon d'envisager le monde, et donc les relations humaines. Bien sûr, nous essayons de former un tout « éthique » et cohérent. Mais les merdiques petites batailles que nous sommes contraints de livrer au quotidien pour survivre, avec tout ce qu'elles impliquent d'aboiements batailleurs et de criaileries commerçantes, instillent la concurrence au plus profond de nos cellules et viennent perturber nos conduites.

Sans doute sommes-nous capables de faire la distinction entre les temps « quotidiens », où l'on joue des coudes pour être parmi les premiers dans la file des demandeurs d'emploi, et les temps « militants » où, pour aider quelqu'un à

sortir de prison, on est prêts à se serrer les coudes. Mais dans la réalité actuelle et capitaliste, ces *temps* contradictoires ne sont pas des boîtiers hermétiques distincts, greffés dans nos têtes et dans lesquels on pourrait puiser, tantôt un peu des « valeurs » nécessaires à la survie sous le capital, telle la concurrence, tantôt les qualités de solidarité indispensable à l'organisation d'une communauté de lutte. Non, nous fonctionnons de façon plus organique. Les capacités qui vont nous rendre plus aptes à nous imposer face aux autres dans la survie quotidienne – du concurrent sur le marché du travail au rival amoureux – sont celles que nous allons utiliser pour convaincre à nos idées un compagnon au sein d'une association de lutte.

Nous sommes ici au cœur du problème de « l'organisation » contre le capital. Nous devons nous organiser dans la perspective d'une société affranchie de toute concurrence et hiérarchie mais il est extrêmement compliqué de ne pas raisonner, nous comporter et agir en ces termes dans la façon même de nous structurer, dans nos relations.

Organiser la résistance au capitalisme sans en reproduire les schémas est d'autant plus ardu que le calme social est profond. Essayez de nager vers la montagne dans un fleuve qui dévale résolument vers la mer... Vous aurez une idée des déformations que produit une lutte à contre-courant, quand vous aurez vu les distorsions que la force de l'eau fait subir à votre visage ! Lorsque l'air n'est pas à la fête révolutionnaire, la résistance au capital est forcément plus susceptible d'être détournée vers la caricature. La prosaïque réalité est qu'on peut se référer à la *communauté humaine* mais pas encore la vivre. On doit lutter contre la *communauté de l'argent* mais on ne peut s'en défaire.

Alors comment être révolutionnaire sans mouvement révolutionnaire ?

Il faut d'abord repousser de toutes ses forces l'idée aussi séduisante qu'épouvantable de *détenir* la révolution, de la *posséder* sous forme de thèses, de types d'actions ou de forme d'organisation. Particulièrement quand la subversion brille par son absence, il est très tentant de vouloir enfermer le futur révolutionnaire dans des schémas et des slogans que l'on répète à l'infini. La « révolution » devient alors une sorte de petit trésor privé que jalouse une minorité et qui, bien que cette dernière promette d'en partager un jour l'indépassable programme, apparaît aux yeux de ceux qui s'en prétendent dépositaires, comme une propriété personnelle.

Or, on ne s'empare pas de la révolution. Tout comme le communisme, elle n'est ni un programme, ni un territoire, ni un groupe d'hommes, ni même une insurrection. Elle n'est pas à conquérir.

La révolution ne nous appartient pas, elle nous traverse.

La libre disposition du temps et le déploiement de l'activité humaine en

mode communautaire – le communisme – résultera, non pas d'une « conquête », mais de *l'action continue* (une action pensée, décidée, formulée, organisée, armée) menée par l'humanité exploitée pour *généraliser* l'abolition de toute exploitation. Une généralisation certes géographique, mais beaucoup plus essentiellement humaine. Au-delà de la géographie, c'est la profondeur avec laquelle la notion de communauté – amorcée par la solidarité des combats contre le capital – *traverse* l'intimité des rapports entre les hommes qui définira qu'une révolution a bien lieu. Tous nos efforts doivent aller en ce sens.

Aujourd'hui, alors que règne la paix sociale, alors que le capitalisme détermine l'essentiel de nos existences, la « révolution » se manifeste dans l'énergie que nous mettons à combattre – *collectivement* quand c'est possible – la déshumanisation que le capital opère quotidiennement sur nos vies. Ce qui reste d'humain chez l'exploité, c'est la résistance à sa déshumanisation et plus encore, le mouvement qui le pousse à donner une force à cette résistance, en cherchant à la *partager*.

La démarche révolutionnaire réside précisément là : dans notre capacité à *partager* nos efforts pour transformer le monde. C'est l'exact contraire d'une organisation *politique* qui est faite, elle, pour *conquérir* et n'a absolument aucune intention de *partager*, ni une réflexion, ni une action et encore moins une passion. Les *propriétaires de révolution* – en fait, des politiciens comme les autres – se repèrent facilement : leur méthode consiste à bombarder leurs militants de réponses toutes faites et à leur imposer une recette. La notion de *communauté* et le panache avec lequel ils l'exposent, ne sert qu'à agglutiner autour d'eux les éléments militants qui garantiront, non pas l'examen commun d'une perspective révolutionnaire (elle est là, la communauté en devenir!), mais sa confiscation au profit d'une idéologie.

Dans les organisations politiques, on ne met pas en commun une réflexion ou une action sur le futur, on *enseigne*. Bien qu'elles se disent « révolutionnaires », la fonction principale de ces « formations » est, comme à l'école, d'inculquer le « Programme » et l'obéissance. Plutôt que de se pencher sur un livre pour chercher *ensemble* ce qui pourra nous faire grandir comme révolutionnaires, les *propriétaires de révolution* proposent des recettes, à prendre ou à laisser. Ils reproduisent l'approche de l'État qui, avec ses écoles, ses formations, ses universités, vise uniquement à discipliner la pensée dans les ornières de sa réalité marchande.

Celui qui accepte la *recette* est englobé dans la bande politique. Il est racketté, mais pour prix de ce racket, il a droit maintenant lui aussi, à un rôle de chefaillon³⁹.

39. « Une fois englobé dans la bande (la même chose vaut pour tout type d'entreprise), l'individu est lié à elle par tous les ressorts psychologiques de la société capitaliste. S'il présente des capacités, on les exploite immédiatement sans lui permettre un approfondissement de la "théorie" qu'il a acceptée. En échange, on lui donne une position dans

La révolution ne sera jamais le résultat d'une recette politique, mais la conséquence des efforts accomplis pour imposer ensemble la nécessité de la communauté, en demeurant *sujets* et non *soldats* de cette perspective d'humanité réunifiée. Et plus les combats révolutionnaires seront puissants, plus ils seront traversés de la nécessité d'agir et de penser ensemble, par nous-mêmes, sans la médiation de la politique. La seule *formation* possible pour des esclaves est celle de leur libération. C'est en disant *non!* à ce monde, en refusant *pratiquement* l'ordre qu'on nous impose, que les exploités engendrent le moyen de comprendre (et donc détruire) le capitalisme.

On ne peut comprendre le monde qu'en le transformant

Le socle de toute approche révolutionnaire du monde est : *on ne peut comprendre le monde qu'en le transformant*. Ce n'est pas en *commentant* les dégâts du capitalisme, ce n'est pas en les *représentant*, en les *interprétant*, ou pire, en *raisonnant* sur la façon de les limiter, que l'on trouvera une explication à l'existence des classes sociales et aux souffrances qui en découlent, ni un moyen de s'en débarrasser.

La seule façon de déchiffrer le capitalisme consiste à s'y opposer pratiquement.

Notre monde est une prison, oui, mais c'est en cognant sur ses innombrables murs que nous appréhendons le plus exactement sa force et ses failles. C'est en ôtant les fleurs dont les réformistes ont recouvert les barreaux et en nous affrontant systématiquement à tous ceux qui les enjolivent que nous saisissons le plus clairement l'essence de ce qui nous emprisonne.

Transformer le monde, mais pas tout seul. Là-dessus, nous n'avons pas le choix. Le capitalisme ne nous laisse pas le choix. Car tant que subsistera le capitalisme, le refus de cette imbécile domination portera inévitablement ceux qui en souffrent à s'organiser. Ce n'est pas un souhait, c'est un fait. Il y aura des regroupements qui mettront en commun leurs objectifs. Des organisations se créeront. Et des cercles, des associations, des clubs, des journaux.

S'associer donc, mais *contre la politique*. En dehors de la politique et des partis, dans la perspective d'une société sans classes et sans État.

La politique désorganise et sépare. Elle sépare de « la vie même, de la vie matérielle et intellectuelle, de l'humanité, de l'activité et de la jouissance humaine ». L'association révolutionnaire, elle, organise la société, réunifie ce qui a été séparé, remet en question le morcellement de nos vies. Les partis politiques luttent pour mettre sur pied des médiations. Le mouvement communiste, pour les détruire.

la clique, on en fait un chefaillon. (...) dans les rapports avec l'extérieur, cet individu, en définitive, utilise cette appartenance à la bande pour se différencier et exclure les autres ne serait-ce que pour se prémunir contre ses propres faiblesses théoriques. Appartenir pour exclure... ». CAMATTE Jacques, COLLU Gianni, *De l'organisation*, 1969.

Face à la politique, notre conclusion est fort simple. Pour défaire la logique mortifère du monde de l'argent, *nous ne pouvons compter que sur notre propre force sociale.*

Dans un futur plus ou moins proche, le *prolétariat* sera à nouveau contraint par la logique même du capital – comme cela s'est passé à toutes les périodes de l'histoire – à se constituer en une force révolutionnaire pour *abolir sa condition d'exploité*. Ce n'est pas une idée – et ce n'est pas simplement un souhait – c'est une situation à laquelle le capitalisme nous conduit irrémédiablement.

Le capitalisme est basé sur une utopie délirante: le développement exponentiel des capitaux, c'est-à-dire la croissance infinie, d'un nombre infini d'entreprises, dans un monde... fini. Autrement dit, un désordre sans nom. Une absurdité où les besoins de l'économie dictent les besoins humains. L'argent doit engendrer, non pas simplement plus d'argent, mais un plus haut taux de profit. Il faut «croître». Cette course sans fin qui mène droit dans le mur et impose la guerre comme seule résolution de cette impasse, rend simplement *inévitabile et nécessaire* une révolution. Une révolution des *rappports sociaux*, non plus basés sur l'exploitation d'hommes par d'autres hommes, mais sur une relation communautaire, sans classes et sans État, sans argent et sans médiations.

Le capitalisme est un traquenard pour l'humanité. Un labyrinthe sans issue, dans lequel se succèdent infailliblement des périodes de *reconstruction*, de *crise*, puis de *guerre généralisée*. Dans cette impitoyable routine à trois temps, lassés d'être les pantins des marchés et des guerres, des masses d'esclaves sont régulièrement confrontés, par la révolte contre leurs conditions d'existence, à la découverte de leur véritable humanité. Ils ont alors tendance à spontanément se constituer en une *force sociale révolutionnaire*.

Que ce soit lors de périodes de croissance économique, occasions de révoltes collectives contre le travail qui nous rend étranger à nous-mêmes et aux autres, que ce soit en temps de crise pour réclamer du pain, que ce soit en temps de guerre quand l'horreur porte à retourner ses fusils contre ses propres généraux et à fraterniser avec les prolétaires du camp adverse; que ce soit à l'une ou l'autre de ces occasions donc, à chaque fois, des masses d'exploités prennent la mesure de l'inhumanité de leur situation et de la déshumanisation du monde. Et ils se constituent en force autonome pour défaire le monde de l'argent.

Comment ne pas *perdre cette autonomie* dans le cours de la lutte?

Comment empêcher que *la logique propre à l'argent* impose son diktat?

Comment faire pour ne pas reproduire dans nos combats collectifs les catégories du monde de la marchandise: la concurrence, la marchandisation, la séparation des tâches?

Bref, comment empêcher les médiations et la politique de reprendre les rênes?

En ce qui nous concerne, nous avons appris que se regrouper n'a de sens que si l'association se dresse, non dans l'idée de « s'établir », mais dans celle de « s'élargir ». *S'élargir*, c'est chercher à généraliser la révolution. *S'établir*, c'est refaire de la politique.

Quand une organisation est « établie », quand une organisation est construite autour de la légende selon laquelle elle aurait toujours défendu intégralement une même doctrine, elle ment. Elle fait de la politique.

Le prolétariat est le négatif de cette société

Le prolétariat⁴⁰ est le mouvement qui, parce qu'il concentre ce que l'État a pu produire de plus raffiné comme système d'exploitation, ne peut qu'aller vers *l'abolition de toute forme d'État et d'exploitation*. Il est le mouvement qui, parce qu'il souffre de ne posséder aucune autre propriété que sa force de travail, *abolira toute forme de propriété*. Il est le mouvement qui, parce qu'il vit dans la terreur de ne pas disposer d'un salaire pour survivre, ne peut que se rassembler pour *abolir le salariat*.

Il est « une sphère qui possède un caractère universel en raison de ses souffrances universelles, et qui ne revendique aucun *droit particulier* parce qu'on lui fait subir non un *tort particulier*, mais le *tort absolu*, une sphère qui ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et, partant, de les émanciper toutes ; en un mot, une sphère qui est la *perte totale* de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même sans la *reconquête totale de l'homme*⁴¹ ». Le prolétariat est le mouvement qui, parce que la politique le dépossède de toute possibilité d'agir sur le monde, ne peut que rejeter toute politique.

Le prolétariat est le *négatif* de cette société parce qu'il supprime non seulement la réalité sociale qui l'exploite – le capitalisme – mais également sa propre réalité d'esclave et donc l'existence même des classes sociales. Il est le mouvement d'abolition du capital et de toutes ses catégories : l'État, l'économie, la politique, le travail, la famille, la religion, la science, l'art... Il est son propre mouvement d'abolition.

Toute association révolutionnaire devrait partir de là. Mais il est des organisations qui, tout en prétendant partager *théoriquement* le mouvement de négation du prolétariat, ont *dans la pratique*, transformé leur réalité en une affirmation de leurs choix, en une activité positive, en une défense pure et simple de leur existence. Elles plaident « l'abolition du prolétariat » en arguant que cela passe par la subsistance de « la vie du parti ».

40. Cf. la note 4 de ce texte.

41. MARX Karl, *Pour une critique de la philosophie de droit de Hegel*, Bibl. de La Pléiade, Karl Marx, *Œuvres*, III, Philosophie, p. 396.

Aucune révolution ne s'est jamais arrêtée au seuil d'une organisation. Quoi qu'en disent les constructeurs de partis, le processus qui pousse à s'associer est un processus spontané qui naît du sol même de la société capitaliste. Il marque un indéniable saut de qualité dans l'assaut que les exploités conduisent contre leurs maîtres, mais la révolution ne s'arrête pas là. Car soit cette organisation (de la lutte) se développe et se dépasse, jusqu'à vaincre et réaliser les objectifs que l'humanité exploitée s'était fixée, soit elle recule et devient un point d'accroche de la contre-révolution. Dans ce cas, la révolution sortira de cette organisation pour continuer son chemin en dehors et contre son cadavre.

« En dehors et contre », oui, parce que si un regroupement est incapable de constater sa décomposition définitive et sa transformation en une congrégation de bigotes locales appelant ici et là de ses vœux l'apparition du prolétariat, c'est bien le moindre des services à rendre que d'appeler ses membres à sortir de cette église.

Une organisation qui relègue le *négatif* à de simples affirmations théoriques, qui se suffit à elle-même et devient une fin en soi, qui n'explore plus les routes menant à d'autres rapports humains, bref, une organisation qui s'enfonce dans la défense *positive* de sa petite existence, n'est rien d'autre qu'un racket politique de plus, un nouveau parti au sens le plus traditionnel du mot. Un parti dont les membres se sont progressivement anesthésiés au réconfortant précepte qui veut qu'il est plus facile de se battre pour des principes que de s'en montrer digne.

C'est l'affligeante trajectoire que nous avons empruntée, avant que les conséquences de l'implosion sectaire ne nous obligent à nous remettre en question et à partir. Ou plutôt : à partir, puis nous remettre en question. Avec le recul d'une réflexion collective, notre histoire peut se résumer ainsi : nous sommes probablement « entrés » dans une association *révolutionnaire* et sommes assurément « sortis » d'une organisation *politique*.

Sous le capitalisme, aucune organisation des rapports entre êtres humains ne peut être synonyme de vérité ou de libération, aucune démarche militante ne peut prémunir de rapports d'hypocrisie. Croire que l'on a découvert un niveau de communauté qui permette de vivre positivement des « rapports vrais », une « vraie lutte », c'est oublier que le prolétariat est le *négatif* de cette société et que tout ce qui s'établit positivement – groupes, théories, individus – fait intégralement partie et reproduit ce monde.

* * *

Le désert capitaliste a beaucoup perdu de son clinquant aujourd'hui. Trop encombré. Un gigantesque embouteillage. Avec des caravanes fatiguées s'étirant à l'infini, croisant d'autres convois marchands venus des quatre coins de l'horizon, débordant tous d'une camelote à peine sortie d'usine et déjà obsolescente. Condamnés à produire sans fin, les boutiquiers capitalistes nous ont coincés dans un inextricable bouchon. De gros camions chinois chargés de fringues à deux balles font la file juste derrière des étaillères de la Silicone Valley, débordant d'ordinateurs déjà dépassés. Tous à l'arrêt. Et ça s'engueule, ça se menace... Un peu à l'écart dans leurs fringues flairant les toilettes de luxe, les princes marchands cachent difficilement l'angoisse qui les étirent. Ça n'avance plus. Compressions de personnel par-ci, arrangements avec les syndicats par-là, parachutes dorés pour les administrateurs, coups bas aux concurrents... rien n'y fait. Ils n'avancent plus, ou beaucoup trop lentement. Ça gigote, ça délocalise, ça gesticule, oui, mais c'est bloqué. Qu'ils produisent du vent ou qu'ils vendent du sable, qu'ils achètent de l'eau ou qu'ils négocient quelques palmiers, rien n'y fait. Tous à l'arrêt. Croissance zéro. On fait du *surplace*.

Même le climat coince. À croire que tous les éléments se sont ligüés contre les rois du monde. En tout cas, ça commence à puer. Dans cet espace fait de tôles et de moteurs qui suintent l'huile et le pétrole, ça sent de plus en plus mauvais. Moins pour la pollution que provoque l'embouteillage gigantesque que parce que, dans sa sombre orgie productiviste, le capitalisme est arrivé à un stade où son désert n'est plus assez vaste pour enfouir les ordures qu'il génère. Cette immensité de sable qu'il voulait jaune et brillante comme l'or, déborde de saletés en tous genres. Du plastique au radioactif, à perte de vue. Du cyclé et du recyclé en tout genre.

Le désert capitaliste a décidément beaucoup perdu de son clinquant.

Heureusement, il reste les pauvres. On les taxe, on les contrôle, on les endoctrine, on les exploite. On leur explique la crise et la compétitivité. Et on leur vide les poches en les assurant que leur contribution déblocuera la situation. Ils sont tout un tas, au beau milieu de l'embouteillage, en train d'observer sans comprendre cet énorme amas de ferraille qui encombre et écrase leur existence. Il sont là, en rangs serrés. Des prolétaires qui n'en n'ont même plus le nom. Parfois travailleurs, souvent chômeurs. D'innombrables êtres perdus. Tristes mais souriants. On les dit *branchés* aujourd'hui. On les dit *connectés*. Comme des arbres brûlés, qui tiennent vaguement sur pied, une branche encore tendue pour faire un *selfie*. Des arbres morts, plein le désert, ornés de prothèses technologiques qui ne les font pas avancer mais donnent

l'impression qu'ils boitent. Marionnettes souriantes, secouées par un *électro pop* obsédant et des pilules pour chasser leurs images négatives. Ils sont là, immobiles et *postmodernes*, au beau milieu des camions de marchandises. Noircis par la routine d'un soleil aveuglant. Indispensables producteurs de valeur. Des épouvantails dont on vide les poches et la tête. Du bois et de la paille pour faire du feu et réduire en cendres le moindre de leurs rêves.

D'un côté, une bourgeoisie, inquiète sans doute, mais qui demeure d'une arrogance infinie. De l'autre, un prolétariat qui croit trop facilement aux théories expliquant qu'il n'a plus d'existence. Des rapports de classe, quoi. *Business as usual*, oui, mais ils y ont mis l'informatique en plus. Des prix et des *clics*. Du commerce, de la politique, des *hashtags* et des *like*. La pluie révolutionnaire se fait attendre et laisse la place à un déluge de clichés. On y trouve de tout : la légende de la reprise, des promesses écologiques de décroissance, de grands discours patriotiques et antiterroristes, des aveux d'impuissance politique.

Et pourtant, aussi noir soit ce début de siècle, quand on vit dans le désert depuis trop longtemps, on ne cherche qu'une seule chose. Provoquer l'orage. On n'attend qu'une seule chose. La pluie. La pluie révolutionnaire. Pour qu'elle ruisselle partout et que l'eau s'accumule dans les creux. Pour que les arbres redeviennent verts. Pour qu'on balance nos chaussures et nos *smartphones* et qu'on se jette à l'eau. Pour qu'on se relie, se reparle, se retrouve. Pour que surgissent des oasis et qu'elles s'élargissent jusqu'à n'en plus former qu'une seule. Pour que la pluie inonde le désert et noie tout ensemble, l'exploitation, l'économie, la religion, l'idéologie et la politique.

* * *

La réflexion collective dont ce texte est le fruit est forcément incomplète. Parce que notre expérience est incomplète. Parce que la lutte est inachevée. Parce qu'aucun texte ne contiendra jamais la richesse des enseignements que charrient les innombrables expériences d'association contre le capital.

Nous sommes bien conscients que seul le dépassement pratique des limites de ce monde, seul un basculement vers une communauté d'hommes et de femmes associés sans contrainte, seul l'anéantissement des rapports sociaux existant aujourd'hui, permettra de saisir la complexité des points de rupture ayant permis à tant d'expériences d'association et d'organisation de se transformer en leur contraire.

Nous espérons néanmoins avoir donné envie aux protagonistes d'autres ruptures avec la politique et aux victimes d'autres sectarismes de laisser remonter à la surface leurs expériences et les leçons qu'ils en ont tirés. Et pourquoi pas, d'échanger sur ces questions, sans idéologie ni sectarisme.

* * *

Pour en avoir énormément parlé entre nous, nous sommes aujourd'hui tous d'accord sur un point : l'aspect le plus pénible de notre rupture est la conscience *qu'avant* d'avoir été les victimes de procédés sectaires, nous en avons été les agents. Nous sommes conscients d'avoir reproduit des comportements détestables et nous n'insisterons jamais assez sur le fait que la bataille la plus rude fut celle que nous avons d'abord dû mener contre nous-mêmes, contre nos certitudes et nos propres fonctionnements.

Quant à la virulence des réactions de ceux qui se sont enfermés dans leurs prières, nous ne la regrettons pas car, si elle nous a un temps déconcertés, elle a ensuite attisé notre curiosité, elle nous a forcés à nous *étonner*, à penser autrement ce qui nous était arrivé. Elle nous a surtout contraints à faire preuve *d'imagination*. À découvrir des soutanes, là où nous ne voyions que des habits révolutionnaires. Et à nous rencontrer. À creuser ensemble les raisons de notre faillite. À retrouver l'énergie d'une force collective. À chercher de la profondeur, à trouver de la distance. Et finalement, à prendre de la hauteur et retrouver le sourire.

Car au-delà des rôles de victimes et de bourreaux que nous aurions assurément préféré ne jamais jouer, il est réconfortant de constater que toute expérience, aussi pénible soit-elle, porte en elle la possibilité de son dépassement. Une possibilité qui, au début, ne peut être qu'*imaginée* et est, de ce fait, terriblement angoissante. Rompre avec le confort d'une organisation qui pense pour nous ? C'est, au sens propre, *inimaginable*.

Voilà précisément ce qu'ont tenté de faire les compagnons qui ont participé à ce texte : *imaginer* une vie révolutionnaire au-delà de la funeste certitude d'avoir constitué « la meilleure organisation révolutionnaire au monde ». En chemin, ils ont eu une confirmation : aucune révolution ne s'accomplit sans mettre *l'imagination au pouvoir*.

Alors faisons de nos révoltes une image du futur ! Et qu'à chaque fois qu'un distributeur de billets part en flamme, nous imaginions un monde sans argent. Qu'à chaque fois que des exploités exigent un salaire sans tenir compte des intérêts du capital, nous invoquions l'abolition du salariat. Qu'à chaque fois que des maisons ou des terres sont occupées, nous fêtions l'abolition de la propriété privée.

Conjuguons nos révoltes à l'indicatif présent de *l'imaginaire* révolutionnaire !

Même chose pour nos associations. C'est sur la base d'une remise en question du capitalisme et de l'État que les déshérités de cette société s'organiseront. Pas sur la croyance en une gestion plus « à droite » ou plus « à gauche » ou plus « écologique » ou plus « révolutionnaire ». Pas sur une base *politique*. L'organisation de nos ruptures – nos associations, nos partis, nos clubs, nos groupes – n'ont de sens que si nous approfondissons en leur sein, notre rupture avec le capitalisme et l'État, et que nous mettions au cœur du processus associatif, non pas la confrontation de recettes politiques, mais

l'action commune pour imaginer ensemble une suite à l'Histoire.

Nous ne voulons pas d'une « liberté » qui consiste à être libre d'exploiter ou d'être exploité, *nous ne voulons plus d'exploitation.*

Nous ne voulons pas de riches moins riches et de pauvres moins pauvres, *nous ne voulons plus qu'existent les classes sociales.*

Nous ne voulons pas être libres de nous vendre pour un salaire ou de crever, *nous voulons l'abolition du salariat.*

Nous ne voulons pas être libres de travailler ou faire travailler, nous voulons la seule véritable liberté imaginable : celle que possède une communauté d'hommes et de femmes, *disposant librement du temps comme champ d'épanouissement de leur activité humaine.*

Pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur nos rêves⁴².

La Raison produit les monstres. Soyons déraisonnables !

La révolution sera un jeu d'enfant ou ne sera pas !

À bas les slogans, et pourtant...

... vive la communauté humaine, vive la révolution !

42. Nous avons emprunté cette phrase au chanteur et poète Hubert-Félix Thiéfaine en souvenir d'une audacieuse époque où, « danseurs d'un monde à l'agonie », nous n'hésitions pas à essuyer impudemment nos sueurs au drapeau national, signifiant sans doute par là que nous n'étions dupes d'aucun des mensonges qu'ils y enveloppaient.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| <i>Le capitalisme est un désert...</i> | 5 |
| Et puis un jour, la pluie s'arrête de tomber | 6 |
| La politique comme sphère séparée de la vie | 10 |
| « Rejeter la politique » ? | 14 |
| 1. Il ne restait plus qu'à désobéir | 17 |
| Sauter les frontières interdites | 18 |
| De l'élan associationniste à la rechute dans la politique | 23 |
| L'effondrement sectaire, épilogue inévitable d'une organisation redevenue « politique » | 25 |
| Dis tonton, c'est quoi la « paix sociale » ? | 26 |
| En pleine poire | 28 |
| 2. Quand l'imagination s'insurge contre la prière | 35 |
| Le communisme dont nous sommes capables | 37 |
| La politique comme œuvre de police | 40 |
| L'éternelle revanche de la révolution contre le stalinisme | 44 |
| Faire preuve d'imagination | 45 |
| 3. La révolution ne nous appartient pas, elle nous traverse | 49 |
| L'argent comme fausse communauté | 51 |
| Dépasser l'âge marchand | 53 |
| L'organisation serait-elle toxique ? | 55 |
| Alors comment être révolutionnaire sans mouvement révolutionnaire ? | 58 |
| On ne peut comprendre le monde qu'en le transformant | 60 |
| Le prolétariat est le négatif de cette société | 62 |
| <i>Le désert capitaliste a beaucoup perdu de son clinquant...</i> | 65 |

Si ce texte vous a intéressé et que vous désirez nous joindre ou nous faire parvenir vos commentaires, contactez-nous à l'adresse suivante :

leshabitantsdelalune@yahoo.com ~~er~~ *er*

Autres publications disponibles :

Les Habitants de la Lune n° 1 – La Bourse ou la vie, 6 déc. 2008, 4 p.

Gli Abitanti della Luna n° 1 – La Borsa o la vita, 6 dic. 2008, 4 p.

Les Habitants de la Lune n° 2 – Adresse du plus grand financier de tous les temps aux insurgés de Grèce, 20 fév. 2009, 4 p.

Les Habitants de la Lune n° 3 – La fable des alouettes qui tombent toutes rôties du ciel, 2 juin 2009, affiche.

Les Habitants de la Lune n° 4 – Nous sommes une image du futur – Fragments vécus du soulèvement en Grèce, 6 déc. 2009, 44 p. (Des extraits sont disponibles en allemand)

Les Habitants de la Lune n° 4 (en grec) – ΕΙΜΑΣΤΕ ΕΙΚΟΝΑ ΑΠΟ ΤΟ ΜΕΛΛΟΝ – Fragments vécus du soulèvement en Grèce, 6 déc. 2009, 44 p.

Les Habitants de la Lune n° 5 – « Qu'on les pendez tous ! », 20 déc. 2010, 4 p.

The Inhabitants of the Moon n° 5 – “Hang them all!”, 20 déc. 2010, 4 p.

Les Habitants de la Lune n° 6 – Quatre mensonges, une seule solution !, 3 oct. 2011, 12 p.

The Inhabitants of the Moon n° 6 – Four Lies, One sole solution !, march 2012, 12 p.

Les Habitants de la Lune n° 7 – « Prolétaire » ? « Bourgeois » ? « Révolution » ? Petite révision de notre vocabulaire, 10 août 2012, 4 p.

Les Habitants de la Lune n° 7.1 – Communisme, capitalisme... Une simple question de mots ?

Les Habitants de la Lune n° 8 – La religion du sacrifice.

Les Habitants de la Lune n° 9 – L'écologisme comme religion – ou la soumission comme devoir.

A PRÈS une trépidante saison de batailles contre le monde de l'argent, alors que l'initiative collective a tissé les fils d'une communauté possible, comment éviter que le retour de « la politique » ne dévore nos cœurs et nos têtes ? Alors que les luttes sociales s'éteignaient les unes après les autres, nous avons continué à nous battre et à nous organiser. Mais quelques années plus tard, absolument indifférents aux conséquences qu'engendrait la paix sociale sur nos organisations, notre histoire basculait dans l'aliénation militante et le sectarisme le plus absolu. Aujourd'hui, nous ressentons le besoin brûlant de soumettre cette expérience à la critique de tous ceux qui agissent dans une perspective d'abolition de la calamité capitaliste. (...)

Nous ne voulons pas d'une « liberté » qui consiste à être libre d'exploiter ou d'être exploité, *nous ne voulons plus d'exploitation.*

Nous ne voulons pas de riches moins riches et de pauvres moins pauvres, *nous ne voulons plus qu'existent les classes sociales.*

Nous ne voulons pas être libres de travailler ou faire travailler, nous voulons la seule véritable liberté imaginable : celle que possède une communauté d'hommes et de femmes, *disposant librement du temps comme champ d'épanouissement de leur activité humaine.*

Pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur nos rêves !



4€/4\$

Max ERNST, *Histoire Naturelle* (détail), 1923, huile sur plâtre.